

Annulation des dettes publiques !
Expropriation des banques !
États-Unis socialistes d'Europe !

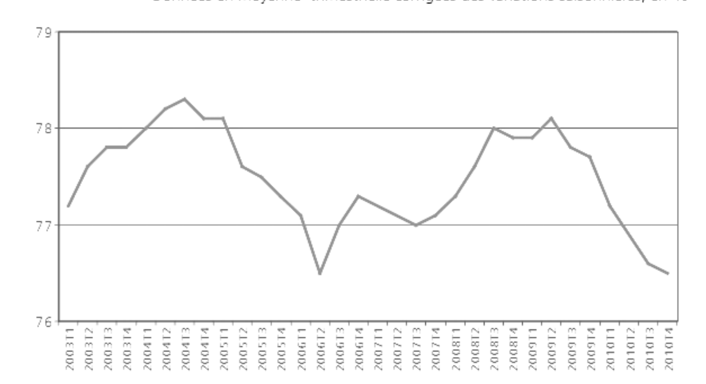
Libye Syrie Chili Mayotte 1961 Enseignement

n° 36 novembre 2011 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Le capitalisme français aux abois

Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la crise : front unique ouvrier contre l'austérité !

Part des emplois stables dans l'emploi total
Données en moyenne trimestrielle corrigées des variations saisonnières, en %



La précarisation aggravée de la classe ouvrière

> *Dans le capitalisme, ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur, mais le travailleur qui est au service des moyens de production.* (Marx, *Le Capital*, 1867, livre I, ch. 25)

L'emploi a subi les conséquences de la chute de la production : -35 000 postes en 2008, -320 000 postes en 2009, +180 000 en 2010, +135 000 prévus en 2011. Comme la population active a augmenté : +52 000 personnes en 2008, +202 000 en 2009, +87 000 en 2011, le chômage s'est accru considérablement lors de la récession : +87 000 personnes en 2008 (taux de chômage : 7,7 % de la population active de la métropole en fin d'année), +522 000 personnes en 2009 (9,5 %).

La durée du chômage s'allongeant, le nombre de chômeurs de longue durée croît. La plupart perdent les indemnités du régime de l'assurance chômage.

> *453 jours, telle était la durée moyenne en juillet 2011 avant de retrouver un emploi en France métropolitaine, 63 jours de plus que deux ans auparavant. Et 38,1 % des demandeurs d'emploi cherchaient un emploi depuis plus d'un an, soit 1 572 000 personnes (1 703 000 avec les Dom). Par ailleurs, 1,07 million de chômeurs ont perdu leurs droits à l'assurance chômage entre juin 2010 et mai 2011.* (*Alternatives économiques*, 4e trimestre 2011)

Certes, le chômage a temporairement baissé avec la reprise (-93 000 chômeurs en 2010, quand même 9,2 % de la population active), mais la plupart des emplois créés sont précaires (intérimaires + CDD + « emplois aidés »).

> *Avec la reprise de la croissance, l'amélioration de la situation du marché du travail entamée fin 2009 s'est poursuivie tout au long de l'année 2010. L'emploi s'est accru de près de 200 000 postes en un an. La moitié des créations nettes d'emploi de 2010 a reposé sur le dynamisme de l'intérim… le nombre de salariés en emploi aidé est resté stable. La proportion d'emplois sous contrat temporaire et le «sous-emploi» ont continué de s'accroître.* (*DARES analyses*, 31 août 2011)

Le capitalisme français exclut de la production 3,4 millions de travailleurs.

> *En moyenne, sur le deuxième trimestre 2011, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 9,6 % de la population active en France (y compris Dom). Pour la France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,1 %, soit 2,6 millions de personnes… Plus généralement en France métropolitaine, 3,3 millions de personnes ne travaillent pas mais souhaitent travailler…* (INSEE, *Informations rapides*, 1 septembre 2011).

Une partie de la population est paupérisée.

> *Le seuil de pauvreté, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 954 euros mensuels en 2009. 13,5 % des person-*

Révolution Socialiste n° 36



www.revolution-socialiste.info

nes vivent en dessous de ce seuil, soit 8,2 millions de personnes. Le taux de pauvreté s'accroît de 0,5 point entre 2008 et 2009. (*INSEE première,* août 2011)

Le nombre de dossiers de surendettement déposés au cours des douze derniers mois, de septembre 2010 à août 2011, s'élève ainsi à 229 964, soit une augmentation de 5,47% par rapport aux dépôts enregistrés lors des douze mois précédents, de septembre 2009 à août 2010 (Banque de France, *Statistiques mensuelles de surendettement,* août 2011)

Le chômage pèse directement sur les travailleurs qui en sont les victimes, mais aussi sur ceux qui conservent leur emploi et qui sont contraints de travailler plus intensément ou de gagner moins.

Le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir... (Marx, *Le Capital,* 1867, livre I, ch. 25)

L'emploi dans l'industrie a été particulièrement touché durant la crise. De début 2007 à la moitié de 2011, 335 000 emplois ont été détruits.

L'affaissement de la base nationale de l'impérialisme français

La crise n'a pas touché de la même manière tous les pays capitalistes. Parmi les vieux pays impérialistes, l'Allemagne sort son épingle du jeu, tandis que, parmi les capitalismes dits émergents, la Chine et l'Inde n'ont connu qu'un simple ralentissement de leur croissance en 2009.

Par contre, le déclin économique de la France se confirme.

Entre 1977 et 2010, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale a diminué de 3,7 points, représentant 13,9 % du PIB en 2010. Dans le même temps, l'industrie a détruit plus de 2,2 millions d'emplois, réduisant les effectifs de 40 %. (OFCE, *L'Économie française 2012,* La Découverte, 2011, p. 64)

En 1990, la France réalisait plus de 6 % des exportations mondiales. En 2009, sa part de marché est tombée à moins de 4 %. Le solde commercial français, largement excédentaire dans les années 1990, s'est ensuite effrité de manière continue ; en 2009, la France affichait un déficit de 1,7 % du PIB. Et encore, ce résultat bénéficiait-il de la bonne tenue des exportations de services ; limité aux échanges de biens, le déficit commercial français n'atteignant pas moins de 2,3% du PIB. (CEPII, *L'Économie mondiale 2012,* La Découverte, 2011, p. 104)

Même si le capital français a une dimension mondiale significative par ses groupes transnationaux, la bourgeoisie française et tous ses représentants politiques, qu'ils gèrent présentement ses affaires collectives ou qu'ils aspirent à le faire, sont angoissés par l'affaissement national.

FO prodigue des conseils au gouvernement pour conserver l'activité des groupes capitalistes français sur le territoire et y attirer les groupes étrangers.



Une réelle politique industrielle implique une réflexion et des objectifs à long terme, c'est-à-dire sur une durée qui n'est pas celle, à court terme, du marché... La France conserve une bonne image vis-à-vis des investisseurs extérieurs, en particulier par rapport à la qualification de la main-d'œuvre et à la qualité de ses infrastructures, historiquement liée à l'intervention publique... (Mailly, *FO Hebdo,* 25 février 2004)

La direction de la CGT est allée jusqu'à proposer au gouvernement de défendre ensemble la France et son industrie. Sarkozy a saisi la main qui était tendue par Thibault.

Les syndicats m'ont proposé d'organiser des états généraux de l'industrie. J'ai annoncé leur lancement au mois de septembre parce qu'il était devenu urgent en vérité de reprendre à zéro la réflexion sur la situation de l'industrie dans notre pays. (Sarkozy, *Discours de clôture des États généraux de l'industrie,* 4 mars 2010)

Mais assurer la compétitivité du territoire français amène fatalement à demander des efforts aux travailleurs et à multiplier les exemptions et subventions aux capitalistes. Le Medef s'engouffre dans la brèche.

Les prélèvements obligatoires représentent 26,4 % de la valeur ajoutée des entreprises françaises. Conclusion : les entreprises françaises ne se battent pas «à armes égales» avec leurs rivales. Laurence Parisot juge donc urgent de revenir à une «compétitivité équitable» - son leitmotiv depuis un an. (*Le Figaro,* 8 février 2011)

Et, comme les dépenses sociales sont un handicap pour le capitalisme français, les représentants de la CGT, de FO, de la CFDT, de l'UNSA siègent – moyennant rétribution– au Conseil d'orientation des retraites (COR) qui prépare toutes les attaques contre les retraites.

La tentation grandissante du protectionnisme

L'échec du référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne témoignait des divisions de la bourgeoisie face au déclin du capitalisme français et à la prédominance du capitalisme allemand. Les

partis gouvernementaux (UMP, PS) étaient favorables au Oui, ainsi que les Verts, le Modem, le PRG. Mais ils se sont tous deux divisés, une minorité du PS et une minorité de l'UMP se positionnant comme le FN, le PCF, la LCR et LO, pour le Non.

Depuis, le débat fait rage dans le personnel politique de la 5e République et parmi les économistes, entre ceux qui préconisent le maintien du bloc avec l'Allemagne (la majorité) et ceux qui préconisent de le rompre pour une alliance avec la Chine (la minorité), entre ceux qui veulent jouer le protectionnisme à l'échelle de l'UE (la majorité) et ceux qui veulent l'établir aux frontières de la France (une minorité), ceux qui veulent sauver l'euro (la majorité) et ceux qui veulent revenir au franc (une minorité).

Sarkozy, affolé, s'arcboute sur les activités pour lesquelles le capitalisme français bénéficie traditionnellement d'atouts, bien que certains paraissent menacés par le tarissement probable des subventions de l'UE (agriculture), par la concurrence de nouveaux pays producteurs (TGV, automobile), par des nouvelles techniques (substitution d'autres formes d'électricité au détriment de l'industrie nucléaire).

Par conséquent, Sarkozy a jeté par dessus bord son « Grenelle environnement » et, au passage, l'ancien « ministre de l'Écologie », devenu aussi encombrant que la « secrétaire aux Droits de l'homme ».

> *J'en ai parfois un peu assez d'entendre que l'on reproche à l'industrie, qu'elle pollue, ce n'est pas beau, bien sûr, mais sans industrie il n'y a plus de croissance.* (Sarkozy, *Discours de Toulouse,* 13 janvier 2011)

L'argument écologique ne sert plus à Sarkozy qu'à réclamer à ses partenaires de l'UE d'édifier des barrières protectionnistes contre les importations en provenance des pays émergents, en particulier de la Chine.

> *Je me suis toujours battu pour la protection de notre industrie, la réciprocité et la fin de la naïveté dans les discussions commerciales avec nos principaux partenaires.* (Sarkozy, *Voeux télévisés*, 31 décembre 2010)

La Chine n'est cependant pas le pays avec lequel la France échange le plus, loin de là, mais c'est celui avec lequel elle affiche le plus fort déficit (26 milliards d'euros en 2010). L'impérialisme chinois ne se contente pas d'exporter des biens, il en importe, au vif contentement de la bourgeoisie allemande. Et, comme tout impérialisme, il exporte du capital, à la satisfaction de l'État dominé grec, sous forme d'investissements financiers (IDE qui lui procurent en retour le contrôle d'entreprises situées en Europe).

> *La Grèce et la Chine devaient signer lundi soir un nouvel accord de coopération économique et com-*

À la veille d'une nouvelle récession internationale ?

> *La reprise économique est devenue beaucoup plus incertaine. L'économie mondiale souffre de la confluence de deux courants d'évolution défavorables. Premièrement, une reprise beaucoup plus lente dans les pays avancés depuis le début de l'année... Deuxièmement, une forte augmentation de l'incertitude budgétaire et financière, particulièrement prononcée depuis le mois d'août. Chacun de ces courants est préoccupant en soi, mais leur conjonction et leur interaction le sont plus encore.* (FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011)

Après la crise financière de 2007-2008 et la crise économique de 2008-2009 (une baisse du PIB mondial de-0,7 % en 2009), la croissance économique semblait repartie dans les pays avancés et avait retrouvé, après un ralentissement, un niveau élevé dans les « pays émergents » (Chine : +8,8 % en 2011, Inde : +7,3 %, Turquie : +5,3 %). Par conséquent, les échanges internationaux de biens et de services avaient repris, dépassant même le niveau d'avant la crise (-12 % en 2009, +14 % en 2010), les investissements directs à l'étranger avaient également repris.

Certes, les licenciements et la montée du chômage avaient permis d'augmenter le taux d'exploitation en Amérique du nord et en Europe, mais la destruction de capital a été insuffisante. Les politiques de stimulation artificielle du capitalisme de type keynésien (« relance « par le déficit public et la baisse des taux d'intérêt) employées à grande échelle (y compris en Chine) ont bien différé la dépression. Cependant, les remèdes employés par la bourgeoisie sont devenues les causes de la phase suivante de la crise, celle de la dette publique, sans assurer une croissance économique suffisante pour y faire face.

D'une part, chaque État bourgeois a sauvé ses banques ; en outre, de nombreux États ont augmenté leurs dépenses militaires. Par conséquent, les déficits budgétaires se sont creusés et les dettes publiques ont explosé (Grèce, Irlande, Japon, États-Unis, Portugal, Chine, Italie...). D'autre part, les banques centrales ont aidé les banques en menant une politique monétaire « permissive » par la baisse du « taux directeur » (celui de leurs prêts aux banques). Puis elles ont aidé les banques et les gouvernements en menant une politique « non conventionnelle » (rachat aux banques des titres privés douteux et des titres publics). Les banques centrales ont ainsi contribué à la dépréciation des monnaies et donné des munitions à la spéculation des groupes financiers (et aussi du négoce et de l'industrie) sur les « produits financiers dérivés » dont les « sous-jacents » sont les matières premières (ETC) ou les créances (CDS).

Désormais, le recours massif au crédit montre ses limites. Le taux de profit reste insuffisant pour relancer l'accumulation du capital partout. En effet, la croissance mondiale ralentit (de +5 % en 2010 à +4 % en 2011). D'ailleurs,

> *merciale, à l'occasion de la visite de plusieurs hauts responsables chinois, assorti de commandes chinoises de quelque 550 millions d'euros, a indiqué le ministre du Développement grec... Parallèlement des discussions en vue d'investissements ont eu lieu dans les secteurs des télécommunications, services bancaires, automobile, équipements ferroviaires, immobilier, brasserie, électronique, textile et verre... « Il y a des perspectives majeures de développement en matière de coopération gréco-chinoise », a dit le ministre grec après avoir rencontré son homologue au port du Pirée, où le groupe chinois Cosco est déjà implanté.* (*Les Échos*, 24 octobre 2011)

En contrepartie du militarisme et du sauvetage du capitalisme, une dette démesurée

Face à la crise du capitalisme, Sarkozy et Lagarde (alors ministre de l'Économie) volent au secours des banques et des groupes de l'automobile, en recourant au colbertisme et au keynésianisme effrénés.

> *Avec la crise financière, l'État revient en force dans le capital des sociétés, principalement pour éviter l'insolvabilité du système bancaire, mais aussi pour sauver les entreprises en difficulté des secteurs dits « stratégiques ». La société des prises de participation de l'État, créée en octobre 2008, a lancé un plan de recapitalisation de près de 21 milliards pour les banques françaises... et injecté 1 milliard dans le sauvetage de Dexia. De plus, un fonds stratégique d'investissement doté de 20 milliards d'euros a été créé pour répondre aux besoins en fonds propres d'entreprises porteuses de croissance...* (OFCE, *L'Économie française 2012*, La Découverte, 2011, p. 66)

Le sauvetage des banques françaises par l'État français, des banques allemandes par l'État allemand, des banques britanniques par l'État britannique... étaient déjà des entorses au libre-échange en général et aux règles de la concurrence de l'Union européenne en particulier. La Commission européenne les a pourtant autorisées.

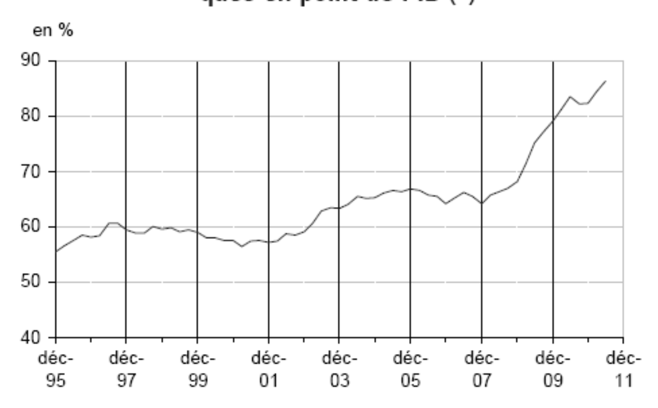
De façon permanente, l'État entretient des services secrets et une armée de mercenaires (plus de 250 000), il achète à l'industrie d'armements des moyens de destruction massive (dont des armes nucléaires). Pour ce qu'il baptise « la défense » confiée à l'ancien fasciste Longuet, il dépense officiellement 2,2 % du PIB, soit 40 milliards d'euros prévus en 2012 (dont 9 milliards d'euros pour les retraites des militaires : un officier a une pension de retraite complète après 27 ans de service). S'ajoutent aux prévisions les dépenses exceptionnelles comme celles occasionnées par la guerre à la Libye.

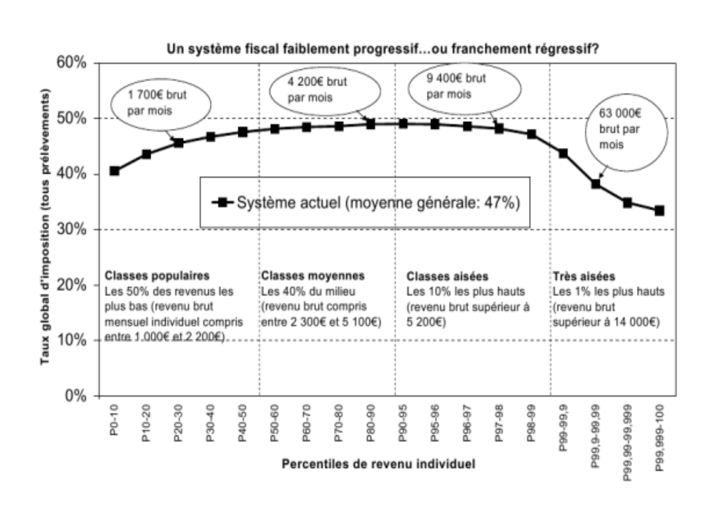
l'OIT envisage un regain du chômage mondial qui touche déjà 200 millions de travailleurs (*Rapport sur le travail dans le monde*, octobre 2011). Depuis le 18 juillet, les bourses mondiales sont sous tension. L'économie du Japon est déjà en récession (-0,5 %). La reprise s'essouffle aux États-Unis (+1,5 % en 2011) et dans la zone euro à 17 pays (+1,6 % en 2011). Les plans d'austérité vont peser sur les débouchés en Europe.

L'euro, faute de reposer sur un État fédéral, est lui-même en danger et l'Union européenne expose sa faiblesse au grand jour. D'un côté, les bourgeoisies européennes sont poussées depuis la Seconde guerre mondiale à coopérer (CECA, CEE, PAC, UE, adoption de l'euro) ; d'un autre côté, elles sont incapables de fusionner et d'unifier le continent. En outre, l'Allemagne se renforce sans cesse au détriment de la France (et de la Grande-Bretagne). Le FMI et l'Union européenne éprouvent la plus grande difficulté à sauver l'État grec de la banqueroute, tout en humiliant son peuple. Sous leurs exigences conjointes, l'économie de la Grèce s'enfonce dans la dépression (évolution du PIB : -4,4 % en 2010, -5 % en 2011). Cependant, les confédérations syndicales (GSEE, ADEDY, PAME) et les deux partis réformistes (Parti « communiste » grec KKE, Coalition de la gauche « radicale » Syriza) refusent de créer des soviets, de chasser le gouvernement bourgeois du Parti « socialiste » panhellénique (PASOK) et de postuler au pouvoir. Tous tentent de dissiper la combativité dans des « journées d'action » à répétition, et de détourner la colère dans l'impasse du chauvinisme (qui crée le terrain au fascisme). En outre, les anarchistes et les néostaliniens du KKE et du PAME divisent de façon forcenée les rangs des travailleurs et des jeunes.

Les difficultés de l'UE, la crise économique récurrente, le regain du protectionnisme, la multiplication des interventions impérialistes et des conflits ethniques, le réchauffement climatique et la spéculation financière, la montée de la xénophobie et du cléricalisme sont autant de signes que le capitalisme a fait son temps et qu'il menace d'entraîner l'humanité dans la barbarie. Pour autant, la classe dominante de ce mode de production, la bourgeoisie, ne quittera pas la scène de son plein gré. Seule la classe ouvrière a les capacités de la chasser par la révolution.

Pour cela, il lui faut un programme, une stratégie, un parti. Sans cela, les bureaucraties réformistes canalisent la classe ouvrière dans la cogestion et la démocratie bourgeoise, la petite-bourgeoisie apolitique et pacifiste désoriente les « indignés », les déclassés donnent le ton aux émeutes des quartiers pauvres, les bourgeois islamistes mènent des contre-révolutions... Un programme marxiste, une internationale communiste, des partis de type bolchevik, sont nécessaires pour que le prolétariat prenne le pouvoir. La victoire de la révolution socialiste mondiale permettra de socialiser les moyens de production, de planifier démocratiquement la production et la répartition, de supprimer les frontières dépassées.





> *La France est déjà engagée dans une vingtaine d'opérations extérieures, au Kosovo, au Liban, ou encore en Côte d'Ivoire. Elle participe également à la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan. À l'été 2010, environ 8 700 militaires étaient engagés dans ces opérations extérieures, "OpEx". Pour la seule année 2010, cet engagement a coûté 866 millions d'euros (contre 570 budgétés). Et 630 millions d'euros ont été budgétés pour les OpEx en 2011. Un budget qui a des chances d'être encore dépassé cette année.* (*L'Expansion*, 23 mars 2011)

Comme l'État n'a pas l'argent qu'il confie généreusement aux patrons des banques ou qu'il dépense pour bombarder Tripoli et Syrte, il l'emprunte.

> *En France, le solde public a chuté de plus de 4,4 points de PIB entre 2007 et 2010 et la dette publique s'est alourdie de 18 points de PIB en l'espace de trois ans.* (OFCE, *L'Économie française 2012*, La Découverte, 2011, p. 85)

Bref, Sarkozy a pulvérisé la « règle d'or » de l'UE (3 % de PIB pour le déficit, 60 % de PIB pour la dette), menaçant ainsi l'appréciation de la « dette souveraine » de l'État français par les agences de notation.

> *À la fin du deuxième trimestre 2011, la dette publique s'établit à 1 692,7 milliards d'euros, soit 86,2 % du PIB.* (INSEE, *Informations rapides*, 30 septembre 2011)

L'accroissement d'une dette, qu'elle soit privée ou publique, finit, agences de notation ou pas, par entraîner la méfiance des créanciers donc l'augmentation du taux d'intérêt qu'ils exigent pour prêter.

Le fardeau de la dette retombe sur la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie

En fait, la classe dominante prête à l'État, contre intérêts, ce que l'État bourgeois dépense avant tout pour garantir l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, un argent qu'elle refuse de lui verser en tant que contribuable. D'abord, les capitalistes fraudent d'autant plus facilement qu'ils jouent sur différents pays et qu'ils recourent aux « paradis fiscaux » que les G20 dénoncent devant les caméras, mais qu'ils ménagent en pratique (comme Monaco, pour la France). Ensuite, ils utilisent en toute légalité des « niches fiscales » qui ont été conçues surtout pour eux. Enfin, ils ont été les principaux bénéficiaires des baisses des impôts depuis 25 ans (dont celles du gouvernement PS-PCF- PRG-Verts de Jospin).

Toutes les entreprises fraudent, mais, d'après le Conseil des prélèvements obligatoires, les PME sont contraintes de verser à peu près 30 % de leurs bénéfices déclarés, les grandes entreprises 13 % en moyenne, celles du CAC40 8 % en moyenne.

De même, les 50 000 personnes les plus riches versent aux « administrations publiques » sous forme de prélèvements obligatoires (impôts directs+ impôts indirects type TVA + cotisations sociales) une part moins importante de leur revenu que les pauvres (sans tenir compte de la fraude sur les revenus).

> *Si l'on classe les Français en fonction de leur revenu total avant impôt (travail et capital), on obtient les résultats suivants :*
>
> *Les 50 % des Français les plus modestes, gagnant entre 1 000 euros et 2 200 euros de revenu brut par mois font actuellement face à des taux effectifs d'imposition s'étageant de 41 % à 48 %, avec une moyenne de 45 %.*
>
> *Les 40 % suivants dans la pyramide des revenus, gagnant entre 2 300 euros et 5 100 euros par mois sont tous taxés à des taux de l'ordre de 48 % à 50 %.*
>
> *Puis, à l'intérieur des 5 % des revenus les plus élevés (gagnant plus de 6 900 euros) et surtout des 1 % les plus riches (gagnant plus de 14 000 euros), les taux effectifs d'imposition se mettent très nettement à décliner et ne dépassent guère les 35 % pour les 0,1 % des Français les plus aisés.* (Landais, Piketty, Saez, *Pour une révolution fiscale*, Seuil, 2011, p. 48-49)

Le budget 2012, côté recettes, ne bouleverse pas l'inégalité fiscale. À côté d'une taxe exceptionnelle de 3 % sur les plus hauts revenus (tels qu'ils sont déclarés, donc très sous-estimés), l'État va taxer les mutuelles de santé et les sodas et envisage une augmentation de

la TVA, trois impôts qui frapperont surtout les travailleurs.

Côté dépenses, la charge de la dette devient officiellement le premier poste de dépenses de l'État avec 48,8 milliards d'euros. Les dotations aux collectivités territoriales sont gelées. Le pouvoir politique prévoit, une nouvelle fois, de supprimer 150 000 postes de fonctionnaires. À peine le budget sera-t-il voté que d'autres mesures d'austérité seront prises.

Le prolétariat ne peut pas attendre pour se défendre et ouvrir une perspective à la société

Un tel budget aurait mérité un soulèvement de la population. Il n'en a rien été.

Le PCF et le PS n'envisagent pas d'annuler la dette, ni d'exproprier les banques. Le PS espère gérer loyalement le capitalisme bientôt, le PCF s'y associerait volontiers contre un poste de ministre ou deux.

> *Au lieu du recours aux marchés financiers pour rembourser les banques, nous proposons que la BCE les refinance pour un autre crédit favorisant l'emploi et qu'elle finance directement les dettes d'État pour développer les services publics.* (PCF, *Résolution finale du 35e congrès,* juin 2010)

> *Il est urgent de procéder à la réduction des déficits et de la dette rendue possible par le soutien à l'activité et non par le choix de l'austérité... La BCE sera autorisée à financer la dette souveraine des États membres de la zone euro pour leur permettre de s'affranchir de la pression exercée par les marchés financiers...* (PS, *Projet socialiste,* mai 2011)

Les dirigeants syndicaux ont appelé à une « journée d'action » le 11 octobre, sans exiger le retrait du projet de budget d'austérité, sans s'en prendre au gouvernement ni au président, mais pour améliorer la politique de l'UMP et de Sarkozy.

> *Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir...* (CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, *Communiqué,* 1 septembre 2011)

Les chefs syndicaux ne s 'appuient pas sur la grève de Mayotte qu'il laissent isolée. Ils ont reçu l'appui du PG, du PS, de LO, du PCF, du NPA et de LO.

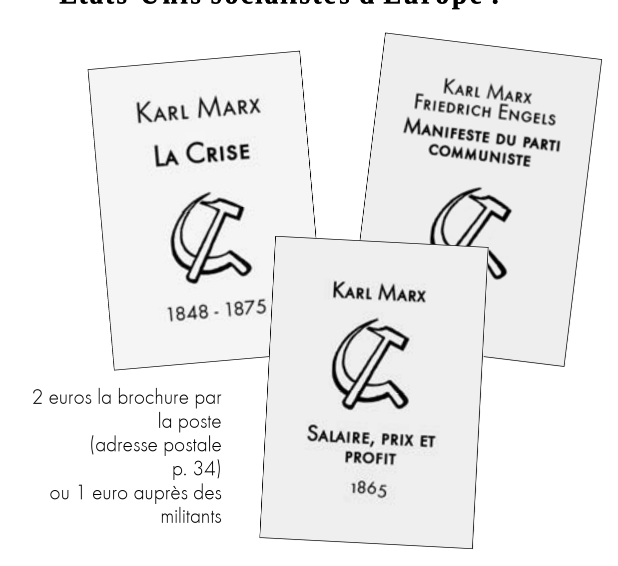
> *Une première journée de grèves et de manifestations, où tous les travailleurs, du public comme du privé, seraient appelés à joindre leur protestation, serait bien la moindre des choses après des mois d'attaques incessantes. Tout en étant conscient qu'une seule journée est loin de suffire, cela permettrait de se compter. Et ce pourrait être une première étape vers une véritable mobilisation.* (*Lutte ouvrière,* 2 septembre 2011)

Le 11 octobre n'a pas été une *« première étape vers une véritable mobilisation »* et ne pouvait pas l'être. Les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière ont volontairement dénié tout caractère national et unitaire, imposé des débrayages séparés. Ils n'ont fixé aucun objectif à atteindre, démobilisant ainsi la classe ouvrière, laissant les mains libres au « capitaliste collectif » qu'est l'État bourgeois.

Partis ouvriers bourgeois et bureaucraties syndicales respectent le calendrier électoral et entretiennent la duperie que les urnes amélioreront en mai 2012 le sort des travailleurs. Pendant ce temps, Sarkozy, malgré son discrédit, continue à présider au compte de la classe capitaliste, l'armée à intervenir dans d'autres pays, la police à chasser les travailleurs immigrés, les capitalistes à intensifier le travail et à licencier.

Sur les lieux de travail, dans les quartiers, au sein des syndicats, regroupons-nous pour en finir avec le capitalisme, fauteur de crises, de guerres et de misère :

- **Retrait du projet de budget 2012 ! Annulation de la dette publique de tous les États européens! Expropriation des banques et des autres sociétés financières !**
- **Arrêt des suppressions de postes et des licenciements ! Diminution du temps de travail sans baisse de salaire ! Contrôle des travailleurs sur l'embauche et la production !**
- **Soins de santé de qualité et gratuits ! Logement de qualité à bon marché pour tous ! Annulation de toutes les attaques contre les retraites !**
- **Rupture avec tous les capitalistes, leur gouvernement et leur État ! Gouvernement ouvrier ! Plan d'urgence, sous contrôle des travailleurs, pour produire ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins de la population laborieuse !**
- **Fin des interventions impérialistes ! Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Suppression des frontières en Europe ! États-Unis socialistes d'Europe !**



CGT Finances Publiques du Rhône, mars 2011

Argumentaire

La CGT se dit aux côtés des peuples arabes, des révolutions en Tunisie, en Égypte et en Libye. Elle se déclare solidaire des travailleurs libyens en grève. Dans un communiqué commun avec la CFDT et la CFTC, elle condamne « le régime tyrannique du colonel Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans et appelle à faire cesser immédiatement ces atrocités par tous les moyens que doivent déployer les diplomaties européennes et françaises. Il convient également de tout mettre en œuvre pour veiller à ce que ces massacres ne restent pas impunis. »

Or, les impérialismes ont décidé d'intervenir en Libye mais ils laissent les régimes dictatoriaux du Moyen-Orient, de la Syrie, du Yémen, du Bahreïn, de la Jordanie écraser les peuples insurgés. L'intervention impérialiste a pour objectif d'éviter que les peuples arabes, en particulier ceux de Tunisie et d'Égypte ne revendiquent et organisent un soutien du peuple arabe aux insurgés libyens pour en finir avec Kadhafi. Ils veulent garder la maîtrise de la situation.

Les puissances impérialistes qui interviennent en Libye sont celles qui ont soutenu et armé Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, parrainent encore toutes les dictatures combattues par les travailleurs et la jeunesse, occupent militairement l'Irak et le Liban. En intervenant en Libye, il s'agit pour eux de maintenir coûte que coûte le système d'exploitation, d'oppression et de pillage qu'ils ont mis en place pour leur plus grand profit.

En France, Sarkozy et son gouvernement entendent profiter de l'intervention pour créer l'unité nationale autour d'eux alors que ce gouvernement qui jusqu'au bout aura soutenu Ben Ali, est honni par la grande masse des travailleurs comme en témoignent encore les résultats des élections cantonales qui ont vu l'UMP s'effondrer littéralement. Mais il faut rappeler que Sarkozy a attendu le dernier moment pour tenter de prendre la tête de l'intervention car son objectif n'était pas d'éviter les massacres de Kadhafi que son ami Dassault a armé, mais bien de garder le contrôle le pays, la mainmise par des entreprises comme Total sur les ressources pétrolières.

Le meilleur soutien que l'on puisse apporter aux masses libyennes est d'engager le combat contre notre propre impérialisme, contre notre propre gouvernement. Il ne s'agit pas de l'implorer comme le fait la déclaration commune avec la CFDT et la CFTC mais au contraire, avec toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, que compte le pays, d'exiger l'arrêt immédiat des opérations militaires impérialistes en Libye, le retrait des troupes françaises de ce dispositif et de mobiliser dans l'unité la classe ouvrière et la jeunesse pour cet objectif tout en organisant le soutien au peuple libyen par la réquisition d'armes et leur envoi aux insurgés. Le peuple libyen armé est à même de combattre Kadhafi, comme il l'a fait au début de la mobilisation jusqu'à ce que Kadhafi reprenne militairement la main, aidé par des mercenaires et par certains pays en sous-main des impérialistes.

Motion

La CE de la CGT Finances Publiques du Rhône s'adresse à la Confédération pour qu'elle se prononce pour l'arrêt immédiat de l'intervention impérialiste en Libye, pour le retrait des troupes françaises, et pour qu'elle organise la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse pour imposer cela au gouvernement Sarkozy.

Motion soumise par des militants du groupe Révoltes, adoptée par 10 pour - 9 contre - 2 abstentions

CGT du Centre Hospitalier Régnier de Rennes, 19 mai 2011

Depuis le dernier congrès fédéral qui s'est tenu en juin 2008, nous avons connu deux graves défaites, en dépit de la mobilisation des travailleuses et des travailleurs de la santé et de toutes les branches d'activité : l'adoption de la loi contre l'hôpital, les patients et la santé, l'adoption de la loi contre les retraites.

Ces attaques du gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot sont passées parce que les dirigeants des syndicats, de tous les syndicats, ont fait des propositions au lieu de défendre nos revendications. Ces attaques sont passées parce que les dirigeants des syndicats, de tous les syndicats, ont dispersé la force des travailleurs dans des « journées d'action » au lieu d'appeler à la grève générale.

Comme les textes qui nous sont soumis ne tirent aucun bilan sérieux de ces graves défaites et comme les textes qui nous sont soumis proposent de reconduire l'orientation qui nous a fait perdre et qui affaiblit la CGT, il faut voter contre. Évidemment, il faut proposer une autre voie au congrès de la fédération, celle de la lutte de classe.

Sur le bilan

La direction confédérale a fait des « *propositions* » pour une prétendue « *réforme de la retraite* » et nous avons eu la loi Sarkozy-Woerth contre les retraites. La direction fédérale actuelle a fait « *des propositions pour une réforme de notre système de santé* » (*Bilan*, p. 6) et nous avons eu la loi Sarkozy-Bachelot contre les hôpitaux publics.

Un syndicat a des revendications, pas des propositions. Un syndicat n'a pas de propositions, parce que nous n'avons pas affaire à un partenaire. Nous avons affaire à un ennemi qu'il faut vaincre, pour sauver les acquis et arracher les revendications. Tout ce que nous avons, nous l'avons eu par la lutte collective ou par la menace de la lutte.

La Commission Exécutive Fédérale sortante vante l'orientation confédérale de l'automne 2010 : « *Cette mobilisation a été inédite par sa durée, du printemps à l'automne, par ses formes d'actions, par sa forme unitaire large, par les formes de luttes diversifiées et*

massives, par l'implication de toute la CGT et des militant-es, par le turnover citoyen dans la participation à la mobilisation de semaine, et de week-end... » (*Bilan*, p. 10). Elle prétend même : *« nous avons gagné la bataille des idées* » (p. 10). Belle consolation pour ceux qui partiront à 62 ans ou avant avec une pension diminuée. Encore quelques victoires de ce type et le Front National aura un boulevard, encore quelques victoires de ce type et il ne restera plus rien des conquêtes sociales !

Quand toutes les confédérations syndicales (y compris FO dont certains, ici, vantaient la ligne) ont accepté qu'il y avait une crise des retraites et siégeaient avec le gouvernement et les patrons au « Conseil d'orientation des retraites », elles avaient déjà perdu la prétendue « bataille des idées ». Quand Thibault a trinqué au champagne avec Sarkozy après l'annonce par celui-ci que le gouvernement attaquerait de nouveau les retraites, la direction confédérale avait déjà perdu la prétendue « bataille des idées ». Quand toutes les directions confédérales ont imposé sans nous consulter des *« journées d'action* » et proposé des *« grèves reconductibles* » au lieu d'appeler à la grève générale, nous avons perdu la bataille tout court. Par conséquent, je voterai contre le bilan de la direction fédérale et j'appelle à voter contre son bilan.

Sur les perspectives

La Commission Exécutive Fédérale sortante prétend que le gouvernement *« lance des débats* » (*Document d'orientation,* p. 7). Le gouvernement ne lance pas « des débats », il prépare des attaques contre la sécurité sociale et contre le statut de fonctionnaire qui nous protège.

La direction fédérale actuelle ne prévoit pas la plateforme revendicative qui est nécessaire.

· La décision n° 1 prétend *« redonner au statut de la fonction publique son rôle de garant du service public* » mais la résolution 8 veut aligner la fonction publique sur un *« nouveau statut du travail salarié* » incluant visiblement le privé. Quoi d'étonnant que le document d'orientation ne se prononce pas clairement pour la défense des statuts comme garantissant les droits des travailleurs de la fonction publique eux-mêmes.

· De même, la résolution n° 8 envisage vaguement de *« combattre la précarité* ». Pour la supprimer, il faut la titularisation de tous les travailleurs déjà précarisés de la santé publique. Elle est absente du document d'orientation. Elle s'oppose à l'accord du 31 mars signé par la confédération, un accord avec Sarkozy, Fillon et Tron qui accepte des contrats de travail de droit privé dans la fonction publique.

· La décision n 1 évoque vaguement *« la création d'un grand service public de la santé* » mais elle oublie concrètement le rétablissement des établissements supprimés dans la santé publique et le rétablissement des lits supprimés dans les hôpitaux psychiatriques.

· De même, que deviendrait ce prétendu *« grand service public* » si les cliniques privées en font partie ? En fait, la réponse est dans les décisions n° 5 et n° 7 qui entérinent l'existence et le futur du *« lucratif* ». Il faut exiger l'expropriation des groupes capitalistes des soins.

· La décision n° 2 accepte le projet de Sarkozy de séparer la prise en charge des personnes âgées des branches de la Sécurité sociale. La résolution n° 8 n'exige pas l'abrogation des attaques de 2010, de 2007, de 2003 et de 1993 contre les retraites. Le document d'orientation n'exige l'abrogation de la CSG sur les salaires et les pensions. Il n'exige pas la gratuité des soins pour les travailleurs et leurs familles.

Par conséquent, j'appelle à voter contre l'orientation proposée par l'ancienne direction fédérale et je propose une motion à présenter au congrès fédéral pour qu'il la reprenne et trace la voie de l'indépendance syndicale et de la lutte de classe.

Résolution pour le congrès fédéral santé du 6 au 10 juin 2011

Le syndicat du centre hospitalier Guillaume Régnier tire un bilan négatif des « discussions » par les syndicats des projets gouvernementaux et des « journées d'action » à répétition, tant dans la santé que pour l'ensemble des travailleurs salariés, qu'ils soient dans la fonction publique ou les entreprises, qu'ils soient français ou immigrés.

Il se prononce pour la sortie immédiate du COR des représentants de la CGT et le refus de toute discussion des plans du gouvernement. La CGT doit demander aux autres organisations syndicales d'en faire autant.

Il se prononce pour le retrait de la signature de la CGT de l'accord du 31 mars contre les statuts.

La fédération, la confédération n'ont pas de proposition à faire au gouvernement ni aux patrons. Elles défendent les intérêts des travailleurs de la santé et de tous les travailleurs contre les exploiteurs et leur État, ce qui implique :

· L'abrogation de la loi HPST de privatisation, de la loi Sarkozy-Woerth contre les retraites, de toutes les attaques antérieures contre les acquis sociaux.

· Le rattrapage du pouvoir d'achat perdu par les fonctionnaires et l'indexation des salaires sur les prix, la réouverture des lits, des services et des établissements publics fermés, le recrutement des personnels nécessaires à leur fonctionnement.

· La défense des statuts de la fonction publique et leur extension à tous les travailleurs précaires de la santé publique.

· L'augmentation des cotisations des employeurs, la suppression de la CSG sur les salaires et les pensions, la gratuité de tous les soins (incluant ceux qui permettent l'autonomie des personnes âgées).

· La nationalisation sans indemnité des groupes capitalistes des soins, des médicaments et vaccins, des assurances.

· Le retrait de la signature de la direction de CGT à l'accord TRON qui accepte les contrats de droit privé à la place du statut de fonctionnaire dans l'administration.

Adoptée par 9 pour – 6 contre – 1 abstention

Enseignement public
Austérité et management au programme

La destruction de dizaines de milliers de postes statutaires

Dans le projet de budget 2012, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite poursuit ses ravages ; le gouvernement annonce la suppression de 14 000 postes d'enseignants qui s'ajoutent aux 16 000 déjà supprimés en 2011. Dans l'enseignement secondaire (collèges, lycées professionnels et lycées), ce sont surtout les enfants de travailleurs qui sont touchés par les suppressions de postes, comme le montre une enquête du syndicat majoritaire des chefs d'établissements :

> *Ce sont les établissements défavorisés qui sont les plus durement taxés (un recul de leur taux d'encadrement de 2,4 %), alors que les établissements favorisés le voient augmenter de 0,43 %.* (SNPDEM-UNSA, *Direction*, septembre 2011)

Pour la 5e année consécutive, le nombre de postes ouverts aux concours baisse drastiquement, il est quasiment divisé par deux (22 000 en 2007, 11 600 cette année). L'école primaire passe de 6 577 recrutements de professeurs à 3 000 en 2012 alors que le nombre d'élèves accueillis augmente. Les étudiants auxquels un master est maintenant exigé (Bac + 5) pour passer les concours de l'enseignement voient se fermer les débouchés à leurs longues études, même si les postulants sont moins nombreux, glacés par la suppression pure et simple de la formation initiale, la dégradation des conditions de travail, les salaires inférieurs de 17 % à la moyenne de l'OCDE pour le primaire, de 15 % pour le collège et de 19 % pour le lycée.

Les enfants de 2 à 3 ans vont de moins en moins à la maternelle, faute de places ; le nombre d'élèves par classe augmente dans le secondaire et le premier degré, en dépit des moyennes du ministère qui surévalue le poids des classes rurales (souvent à petit effectif, quand elles n'ont pas été fermées...) ; les postes d'enseignants spécialisés (RASED) dans l'aide aux élèves en difficulté scolaire disparaissent. « L'autonomie » des universités impose le gel des emplois, la suppression de programmes de formation et de dépenses d'équipements pour réussir à boucler les budgets, au mépris des intérêts des étudiants et des personnels. L'application de la « réforme des lycées » réduit le nombre d'heures de cours et d'options, en particulier dans les lycées où sont scolarisés les enfants de prolétaires.

Entre autres résultats de cette politique, la France est le seul pays de l'OCDE dont le taux de scolarisation des jeunes de 15 à 19 ans a baissé, alors même que le chômage frappe 25 % des 15 / 24 ans au troisième trimestre 2011, d'après le rapport du Bureau international du travail, soit un sixième de l'ensemble des jeunes. Ce taux atteint plus de 40 % selon l'Observatoire des inégalités, dans les dites zones urbaines sensibles.

La part du PIB consacrée à la formation est en baisse depuis 1995, de 11,5 à 6,6 % en 2008, date du premier budget entièrement signé Sarkozy. La bourgeoisie française a engagé une offensive d'ampleur contre l'enseignement public, pour en réduire le poids budgétaire et l'influence. Entre 2007 et 2012, la saignée subie par l'école laïque se chiffre à 80 000 pertes d'emplois statutaires.

Le privé (catholique à 97 %), chouchou du gouvernement

Lors de la « journée d'action » du 27 septembre dernier, c'est pourtant autour des chanoines et personnels des diocèses qui se seraient trouvé contraints de descendre dans la rue, honteuse manie dont ne souffrent d'ordinaire que les enseignants de l'école publique, que se sont empressés journaux et télés. Légitime serait la plainte du privé confessionnel, devant laquelle d'ailleurs aucun « usager » ne s'est senti « pris en otage »... sans doute la manifestation d'un saint mystère. À moins qu'il ne s'agisse de bourrage de crâne : il faudrait en réalité 15 000 à 20 000 postes supplémentaires dans le public pour simplement égaler le taux d'encadrement du privé dont les classes et établissements fonctionnent à faible effectif.

> *Depuis 2007, 95 % des postes supprimés ont été prélevés sur le public contre moins de 5 % pour le privé, une proportion nettement en retrait par rapport au poids de ce réseau dans l'éducation française. Au budget 2011, sur 16 000 postes supprimés, 13 767 ont été retirés à l'enseignement public et 1 633 au privé sous contrat au lieu de 3 416 si la même règle de calcul lui était appliquée.* (Nathalie Mons, chercheuse spécialiste des politiques éducatives).

En 2011, le nombre total d'élèves a augmenté dans l'enseignement public qui prend en charge 86,6 % de la population scolaire et régressé dans le privé qui en regroupe 13,4 %, contrairement à ce que prétend la propagande déversée par le ministre calotin Chatel.

> *On me dit que ça va tellement mal dans l'enseignement public que les Français seraient une majorité à mettre leurs enfants dans le privé. Je réponds que l'enseignement privé sous contrat fait partie du service public...* (*Le Parisien*, 23 septembre 2011)

La France se présente comme une exception en Europe, une championne de la laïcité, alors qu'elle arrive en réalité en tête, avec les Pays-Bas et l'Irlande, du financement sur fonds publics des établissements privés, essentiellement confessionnels, catholiques à 97 %.

En sus du budget de l'État, toutes sortes de dispositions légales permettent d'arroser généreusement le privé confessionnel et patronal, comme le versement de la taxe d'apprentissage par les entreprises « à l'établissement de leur choix » qui bénéficie au privé, trois fois plus dans le secondaire et sept fois plus dans l'enseignement supérieur ; comme la loi Carle

de novembre 2009 qui étend encore le financement des institutions catholiques par les communes.

L'école publique manque de tout : Assez des financements à l'église catholique et ses officines ! Fonds publics à l'école publique ! Que la curaille s'occupe de son âme et ne se mêle plus d'enseignement, elle n'a jamais fait bon ménage avec la science : nationalisation des établissements privés, sans dépenser un euro de plus !

L'enseignement public menacé d'éclatement

Le ministre Chatel a beaucoup appris chez L'Oréal, où il fut DRH avant de rejoindre la direction marketing, et continue ses études de privatiseur auprès d'Eric Mirieu de Labarre, secrétaire général de « l'enseignement » catholique. Dans le cadre d'un groupe de travail, il discute avec lui depuis plusieurs mois au ministère de l'Éducation encore nationale pour une « *troisième révolution de l'école* ». Le Diafoirus du Vatican n'est au chevet de l'école publique que pour lui administrer le poison de la déréglementation :

> *« L'école française va mal et, si on ne fait rien, elle va continuer de s'enfoncer ». Pour qu'elle se redresse, Eric de Labarre propose de supprimer des options et des heures de cours au lycée, bien trop chargé en France par rapport aux autres pays, développer les cours à distance, donner plus d'autonomie aux établissements et à leurs chefs, faire travailler les enseignants différemment en leur demandant, par exemple, plus de présence dans les établissements et de travail en équipe, etc.* (*Libération*, 5 octobre 2011)

Ce gouvernement entend s'appuyer sur les ennemis grassement rétribués de l'enseignement public pour imposer ce que les enseignants refusent : la fin du cadre national des programmes, des horaires, par conséquent des diplômes, la mise en concurrence des établissements.

> *« Le système éducatif gagnerait à être moins administré, moins géré, et plus animé. L'enjeu est de faire vivre une communauté et une équipe éducative, dans laquelle le chef d'établissement a un rôle pivot », déclare jeudi 22 septembre 2011 Éric Mirieu de Labarre, secrétaire général de l'enseignement catholique, à l'occasion d'un déplacement de Luc Chatel, au lycée Teilhard-de-Chardin, un établissement privé sous contrat d'association avec l'État, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).*
>
> *Luc Chatel explique : « Nous avons regardé ce que faisait l'enseignement privé sous contrat, qui avait déjà une culture de travail en équipe pédagogique, et nous avons instauré deux heures d'aide personnalisée au lycée et les enseignements d'exploration… »* (AEF, 22 septembre 2011)

La connivence est complète ; le modèle à imiter, c'est le privé. La « *culture du travail en équipe* » autorise l'extension des services, l'enseignement d'autres matières que celle pour laquelle l'enseignant s'est qualifié ; elle permet au chef d'équipe de noter les enseignants. En matière de recrutement, la précarité des personnels et le renforcement des attributions des chefs d'établissement du public entrent dans les mœurs, tandis que le gouvernement organise la pénurie d'enseignants titulaires.

> *Il faut faire appel à des contractuels lorsque nos titulaires remplaçants ne sont pas disponibles. Naturellement, ce n'est pas le rôle des parents de passer des annonces de recrutement. En revanche, j'ai demandé aux proviseurs qu'ils le fassent et qu'ils se mettent en contact avec Pôle emploi. Ce n'est pas en recrutant davantage de titulaires remplaçants que ça marchera mieux. Les vacataires, étudiants ou jeunes retraités, peuvent très bien remplir ce rôle.* (Chatel, *Le Figaro*, 4 avril 2011)

Le recours à l'emploi précaire est banalisé dans le supérieur et le second degré, réintroduit en masse cette année dans le premier degré où des étudiants en master sont recrutés en tant que contractuels.

Dans le dispositif ECLAIR (École Collège Lycée Ambition Innovation Réussite) dont le ministère tente l'extension à la prochaine rentrée, sur la dépouille des « zones d'éducation prioritaire », les principaux de collège et les proviseurs pourront recruter les enseignants, sur postes à profil. Avec l'embauche sur lettre de mission, la flexibilité généralisée (professeurs des écoles assurant des heures en collège si besoin, enseignants de collège effectuant l'aide personnalisée à l'école élémentaire), « *l'accompagnement éducatif* » en plus de l'enseignement, que resterait-il des garanties statutaires des personnels, des droits de la fonction publique d'État ?

« *Contrat d'objectifs* » à tous les étages, « *cibles chiffrées* », « *financement au projet* », prime avec une « *part variable* » en fonction de « *l'implication personnelle* » dans le dispositif : pas de doute, Bettencourt et Mirieu de Labarre ont de quoi se réjouir, leurs méthodes et leur vocabulaire envahissent l'enseignement public. Cela va jusqu'à l'instauration d'un « *préfet des études* », appellation et fonction directement empruntées aux jésuites chez qui il veille à la discipline.

ECLAIR concerne cette année les « *quartiers défavorisés des zones urbaines* » mais constitue un concentré des mesures que le gouvernement veut étendre à tout l'enseignement public, pour l'atomiser, réduire son poids dans le budget de l'État en cette période de crise du mode de production capitaliste : autonomie des établissements, réduction du nombre de fonctionnaires, recrutement sur profil pour une durée déterminée, flexibilité des missions et augmentation du temps de travail, prime au mérite, soumission au chef.

Mancel, député UMP de l'Oise, explique sans détour qu'il faut appliquer cette déréglementation à l'ensemble de la fonction publique et qu'il est temps d'en finir avec les décrets de 1950 :

> *Je pense qu'il est de l'intérêt de nos agents publics, comme de l'intérêt de l'État ou des collectivités territoriales qui les emploient, de passer à un statut de contractuel comme le sont les salariés du privé.* (*Le Monde*, 23 octobre 2011)

La bourgeoisie veut réduire le coût de la reproduction de la force de travail

> *Nous sommes le dos au mur en matière de dépenses publiques, ce qui veut dire que la crise nous*

conduit à faire des économies. C'est la première raison pour laquelle on ne peut pas se permettre de lever le pied sur les économies en matière de fonction publique. (Mancel, *Le Monde*, 23 octobre 2011)

Faire payer la crise du mode de production capitaliste par les salariés, par la population qui a besoin de l'école, de l'hôpital, des transports publics, voilà l'objectif des partis bourgeois et du gouvernement qu'ils soutiennent. Pour cela ils amputent directement les budgets qui touchent ces services et en réduisent l'accès : déremboursement des médicaments, augmentation du forfait hospitalier, fermeture de lignes de transports, augmentation des tarifs, etc.

Les capitalistes vouent une grande partie de la jeunesse, quand ils ne la rejettent pas de la production, à occuper des emplois faiblement qualifiés, sans garantie de durée ni de salaire ; ils considèrent que former ces jeunes longtemps est donc une dépense déraisonnable.

Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle prévoit, dans les années à venir, une augmentation de l'emploi hautement qualifié, mais également « une croissance significative du nombre d'emplois pour les travailleurs des secteurs des services, spécialement dans la vente au détail et la distribution, ainsi que dans d'autres occupations élémentaires ne réclamant que peu ou pas de qualifications formelles. » Une tendance que les États-Unis connaissent aussi : sur les quarante emplois présentant la plus forte croissance en volume, huit seulement nécessitent de très hauts niveaux de qualification (baccalauréat + 4 ou davantage) alors qu'une vingtaine ne requiert qu'une courte formation « sur le tas ». Divers auteurs anglo-saxons décrivent cette polarisation en opposant « Mac Jobs » et « Mc Jobs », en référence au Mac, l'ordinateur de la firme Apple et au Mc de Mc Donald's. (Nico Hirtt, *Le Monde diplomatique*, octobre 2010)

Des exploités, à comportement irréprochable attendu, comme en témoigne le fait que le dispositif ECLAIR a été présenté, les 7 et 8 avril 2010, au cours des « *États généraux de la sécurité à l'école* », ou encore que le ministre Chatel ose marquer au front des enfants de 5 ans, « *à haut risque* », en demandant d'évaluer leur attitude et leur niveau scolaire.

Pour les futurs prolétaires, filles et fils de prolétaires pour la plupart, il est inventé « *l'école du socle* », le bagage minimal que des enseignants sans formation à leur métier sont chargés de faire acquérir. Les *compétences* (terme vague, élastique, comme la flexibilité et l'adaptabilité exigées par les patrons) doivent remplacer les savoirs validés par un diplôme. Sarkozy vient ainsi de rappeler l'objectif de 800 000 jeunes en apprentissage, 10 % en alternance.

Luc Chatel a réitéré son vœu de voir l'École et l'entreprise coopérer afin de préparer les jeunes à une insertion professionnelle réussie lors d'un colloque organisé par la Fédération des industries mécaniques. "Choisir la mécanique : des métiers d'avenir" avait lieu sous le haut patronage du Président de la République le lundi 10 octobre 2011 à la Maison de la Mécanique, à Courbevoie (92).

Le colloque a permis de réfléchir sur les moyens à mettre en œuvre pour développer les liens entre l'éducation nationale et les entreprises du secteur de l'industrie mécanique, premier employeur industriel de France. (education.gouv.fr)

Les consignes sont de renforcer la sélection précoce au collège (classe de 5e et de 3e, création d'une 3e préprofessionnelle) et de resserrer le goulot d'entrée dans l'enseignement supérieur, où les enfants d'ouvriers sont moins nombreux en 2010 à entrer, qu'en 2006 (Observatoire national de la vie étudiante, janvier 2011) : augmentation des frais d'inscription, sélection selon les filières suivies au lycée ou les résultats au bac, examen d'entrée, etc.

La cohérence des attaques subies ces dernières années est indiscutable : économies sur le dos des formateurs et des formés, volonté de sélection accrue, ghettoïsation, baisse du niveau d'instruction pour les filières courtes, immixtion des patrons dans l'école.

Front unique pour la défense de l'enseignement public, ses élèves et ses personnels

Alors que la situation s'aggrave, les directions syndicales de l'enseignement public ont assuré le service minimum depuis la rentrée, avec une « journée d'action » de 24 heures, le 27 septembre. Elles ont légitimé la présence du privé qui détourne les moyens de l'école publique, au lieu d'exiger l'abrogation de toutes les lois anti laïques qui ont légalisé leur existence et leur financement par des fonds publics. Les calotins estiment d'ailleurs pouvoir pousser l'avantage :

Le secrétaire général de l'enseignement catholique, Éric de Labarre, a appelé hier de ses vœux un grand débat sur l'école en cette année électorale où le privé veut «faire entendre sa voix». Il a avancé des pistes de réforme que le ministre de l'Éducation, Luc Chatel, ne désavouerait pas, comme « la question du travail des enseignants [qui] *est trop difficile pour être résolue avant les élections présidentielles», a-t-il précisé.* (*Libération*, 5 octobre 2011)

Il est urgent de donner un coup d'arrêt aux agressions contre l'école publique, de s'opposer à la mise en place du dispositif ECLAIR que les syndicats doivent rejeter clairement et appeler à boycotter. C'est leur responsabilité d'organiser dans l'unité la bataille contre le budget d'austérité que le gouvernement présente à l'Assemblée nationale. Le budget concentre toute la politique Sarkozy-Chatel contre les élèves et les personnels de l'Éducation nationale : les dirigeants des fédérations syndicales de l'enseignement doivent constituer un front unique convoquant une manifestation monstre à l'Assemblée le jour du vote pour empêcher l'adoption du budget de démantèlement de l'instruction publique.

Syrie : l'opposition bourgeoise demande au peuple de continuer à se laisser massacrer

Armement des travailleurs et des jeunes pour se défendre et en finir avec le régime du Baas et Al-Assad !

Le soulèvement syrien s'inscrit dans la révolte des masses d'Afrique du nord et d'Asie de l'Ouest

Depuis des mois, les peuples défient les régimes en place au « Proche-Orient », qu'ils proviennent du nationalisme bourgeois panarabe (Tunisie, Algérie, Égypte, Libye, Syrie, Yémen), du nationalisme bourgeois islamiste (Iran) ou de monarchies directement installées par les anciennes puissances coloniales (Bahreïn, Maroc, Oman, Jordanie). Ce soulèvement contre le despotisme a suscité la panique du gouvernement israélien qui prétendait pourtant incarner la démocratie dans la région.

En Syrie, dès février, la jeunesse a tenté d'organiser des manifestations et des rassemblements contre l'ordre policier. Le gouvernement a fait arrêter et matraquer, en mars, dans la région de Deraa, des collégiens qui avaient tagué sur les murs des mots d'ordre hostiles au régime. Après plusieurs rassemblements pour leur libération, auxquels le régime a répondu par la répression, la révolte s'est étendue, exprimant la même colère révolutionnaire qui a chassé Moubarak et Ben Ali.

Les protestations se sont multipliées dans tout le pays, en solidarité avec les martyrs de Deraa, pour réclamer la fin de l'état d'urgence instauré en 1963, la fin des arrestations arbitraires et des tortures, le renversement du régime totalitaire, s'en prenant aux symboles du régime haï : portraits d'Al-Assad, locaux du parti Baas, etc. À chaque fois, la police en uniforme, la police politique (moukhabarat) et les milices du régime (chabbiha) ont tiré sur la foule et arrêté les opposants, dont les proches restent sans nouvelle. Pour Al-Assad, comme pour Ben Ali, Moubarak et Kadhafi avant lui, le soulèvement des masses n'est qu'un *« complot »*, tout manifestant est un *« terroriste »* et un *« extrémiste »*, les opposants sont tous financés par *« l'étranger »*.

Chaque jour, la police et l'armée, n'hésitant pas à recourir aux blindés, massacrent des jeunes et des travailleurs dépourvus de tout armement. Une par une, chaque ville qui se révolte, Deraa, Homs, Lattaquié, Baniyas, Jisr Al Choghour, Hama, Idlib, Quamechli, Der-ez-Zor, Alep et même Damas, est durement réprimée. À cette date, la répression a causé plus de 3 000 morts, des milliers de blessés, 15 000 arrestations. Des milliers de Syriens ont fui vers le Liban, la Turquie et l'Irak. Le 13 août, la marine de guerre et les blindés de l'armée de terre ont bombardé la ville de Lattaquié qui comprend nombre de réfugiés palestiniens, désignés par le parti unique (Baas) comme des *« terroristes »*.

> *À Lattaquié, une ville portuaire plantée d'arbres odorants, des tanks et des véhicules blindés ont attaqué les quartiers d'habitation, incluant celui de Ramel, qui héberge un camp de réfugiés palestiniens. Incapables de circuler dans les ruelles, les unités motorisées ont utilisé les mitrailleuses pour tuer indistinctement à distance. Au moins 40 personnes sont mortes, et des milliers durent s'enfuir dont de nombreux Palestiniens. D'autres qui sont restés disent que les tireurs ont empêché leur départ en ciblant les colonnes des habitants en fuite.* (*The Economist*, 20 août 2011)

Les racines économiques et politiques du soulèvement syrien sont analogues à celles du début de révolution sociale en Tunisie et en Égypte

Le chômage est officiellement à 9 % (vraisemblablement plus de 20 %), les salaires ne suivent pas la hausse des prix des dernières années (6 % en 2010). Les jeunes, comme dans tout le bassin méditerranéen, sont particulièrement confrontés au chômage (30 % chez les moins de 30 ans). La Syrie a plus de 40 % de la population sous le seuil de pauvreté. L'accès aux soins est de plus en plus limité. La corruption est de règle pour obtenir un poste de fonctionnaire.

L'agriculture emploie encore 25 % de la population active, mais un exode rural massif est en cours. Le régime a liquidé la réforme agraire de 1958 : Assad fils a autorisé, en 2000, la vente en petites et grandes parcelles des terrains occupés par les fermes d'État. S'y ajoutent les effets du réchauffement climatique, car les récoltes ont été très maigres ces dernières années de sécheresse. Par conséquent, les paysans paupérisés rejoignent des bidonvilles.

Politiquement, le régime est depuis son origine un despotisme. Au fil du temps, il s'est dépouillé du verbiage « socialiste » de ses débuts pour instaurer une sorte de monarchie héréditaire puisque Bachar Al-Assad a succédé à Hafez Al-Assad en 2000.

Depuis 1963, le régime repose sur un parti unique, sur l'armée qui l'a imposé, sur la police politique qui surveille la population. La Syrie compte 300 000 militaires pour seulement 22 millions d'habitants. Les milices armées du pouvoir sont réputées pour réprimer dans le sang comme lors des émeutes des jeunes Kurdes en 2004.

Une bourgeoisie compradore s'est épanouie récemment sous la protection du clan Al-Assad. En effet, en 2000, Assad a privatisé de nombreuses entreprises publiques ; en 2001, il a autorisé la création d'u-



niversités privées ; en 2004, il a permis la création de banques privées ; en 2009, il a lancé la Bourse de Damas...

> *Trois ans après leur ouverture en janvier 2004 et grâce à un assouplissement de la législation bancaire et du système de prêt, les banques privées syriennes affichent des bénéfices records et rivalisent en termes de dépôts avec les mastodontes du secteur financier public, la BCS et la Banque foncière, sises sur la même avenue. Car l'ouverture économique a consisté en une libéralisation du secteur bancaire et du commerce extérieur. Les interdictions sur les importations ont été levées les unes après les autres : alors que, en septembre 2003, 11 000 produits étaient interdits à l'importation, en janvier 2007 ils n'étaient plus que 1 000. Les barrières douanières ont été réduites, le contrôle des changes assoupli et les taux de change unifiés. Les banques privées peuvent désormais financer des importations qui l'étaient auparavant par le « marché noir » et les banques libanaises. Le marché des assurances a été libéralisé et la finance islamique autorisée.* (Caroline Donati, *L'Exception syrienne,* La Découverte, 2009, p. 227-228)

Le gouvernement a signé de nombreux accords bilatéraux avec la Turquie, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Chine, la Russie. Aujourd'hui, le secteur privé produit 70 % du PIB.

Tous les secteurs porteurs comme la téléphonie, le gaz, le pétrole, la vente d'automobiles sont aux mains des proches du président. Tout contrat important et toute création d'une entreprise significative doit recevoir l'aval de la présidence.

Sous la force apparente, la dictature a vu sa base sociale s'effriter et le mécontentement s'est concentré contre le Baas et son chef Assad.

Les limites de la bourgeoisie nationale à l'époque du déclin du capitalisme

L'impopularité d'Assad confirme, après celle de Ben Ali, de Moubarak et de Kadhafi, l'échec du nationalisme panarabe, incapable d'unifier les Arabes comme il le prétendait, et même de développer le pays ou de vaincre Israël.

Le Parti Baas (« Résurrection ») fut créé en 1947. Il affichait pour but l'unification des différents États arabes en une seule et grande nation. S'il resta marginal en Jordanie, au Yémen, au Soudan, en Tunisie, à Bahreïn et au Liban, deux de ses branches prirent le pouvoir : en Syrie (1963-1966, 1970-...), en Irak (1963, 1968-2003). Dans les deux cas, le mouvement nationaliste prit le pouvoir, non à la suite d'une révolution populaire, mais par un coup d'État, comme les colonels putschistes en Égypte et en Libye. En Syrie, la junte militaire a pris le pouvoir en 1966. Les coups d'État ultérieurs eurent lieu entre fractions du Baas.

Certes, la disparition des frontières et la destruction de l'État sioniste eussent constitué un progrès historique, à condition de comporter le respect des minorités berbères, kurdes, juives... de la région.

Mais, loin d'unifier la Syrie et l'Irak où elles étaient au pouvoir, les deux fractions du Baas se coulèrent dans les frontières héritées du colonialisme. En 1991, la Syrie du Baas de Hafez Al-Assad a même soutenu l'intervention contre l'Irak du Baas de Saddam Hussein, menée conjointement par les États-Unis, de la Grande-Bretagne, la France, la Turquie...

L'armée syrienne fut battue par l'armée israélienne en 1948, en 1967 et, sous l'égide du Baas, de nouveau en 1973. Par conséquent, le territoire est amputé du Golan, toujours occupé par Israël. Incapable de vaincre l'armée sioniste, l'armée syrienne intervint contre la révolution libanaise dès 1976 et écrasa l'OLP palestinienne au Liban en 1983. Le Liban passa sous le contrôle de la Syrie.

La Syrie héberge des réfugiés irakiens et palestiniens. Quoiqu'arabes, les réfugiés palestiniens (500 000) sont encore plus mal traités que les Kurdes (2 millions). L'oppression des Kurdes se fait main dans la main avec les gouvernements turc et iranien. Comme en Jordanie, au Liban, les Palestiniens sont surexploités et privés de droits politiques.

La constitution impose au président d'être musulman et la charia est une source du Droit. Le clergé, protégé, utilise les mosquées et ses organisations caritatives pour défendre le patriarcat et la propriété privée.

Dans un premier temps, les puissances impérialistes ont couvert les massacres du régime

Les défaites humiliantes face à Israël, la disparition de l'URSS, le rétablissement du capitalisme en Russie et en Chine, les menaces des États-Unis, l'évacuation du Liban en 2005, ont conduit Al-

Assad à chercher toutes sortes d'alliances : l'Iran et la Turquie capitalistes, la Chine et la Russie impérialistes. En 2007 et en 2008, Bachar Al-Assad a été reçu à bras ouverts par le président français Sarkozy qui ne voulait pas que l'impérialisme français perde toute influence dans cette région.

Confronté au soulèvement populaire, le régime a prétendu, aux yeux des exploiteurs nationaux et des bourgeoisies impérialistes, être capable de rétablir l'ordre capitaliste et d'assurer lui-même un changement politique qui conserverait l'État bourgeois, comme le tentent en Tunisie, en Égypte et en Libye les « gouvernements de transition » composés de généraux, d'anciens ministres et d'islamistes. Ainsi, le 15 mars, Assad fils, tout en poursuivant la répression sanglante, a promis une *« transition démocratique »* et des *« réformes »*. Pour preuve, en mettant officiellement fin, le 16 avril, à l'état d'urgence, il a fait adopter de nouvelles lois *« anti-terroristes »* contre ceux qui descendent dans la rue...

Quelles que soient leurs rivalités, les différents impérialismes sont d'accord pour tenter d'éviter la révolution socialiste dont la possibilité apparaît dans toute mobilisation des masses contre l'appareil d'État qui garantit l'exploitation. Ils ont donc minimisé la répression (États-Unis, Union européenne) voire l'ont justifiée (Russie, Chine).

Durant des mois, les puissances occidentales ont toléré la répression, comme elles l'avaient fait durant des semaines en Tunisie, en Égypte et en Libye. Déjà soucieuses de préserver ou de reconstruire l'État bourgeois en Irak, en Afghanistan, en Tunisie, en Égypte et en Libye , elles s'en sont remis à Al-Assad.

Le « Conseil de sécurité de l'ONU » des brigands impérialistes a laissé tout un temps les mains libres à Al-Assad, comme il permet la colonisation de la Cisjordanie par Israël, comme il a permis à l'armée de l'Arabie Saoudite de liquider dans le sang la révolte à Bahreïn en avril. Ni Obama, ni Sarkozy, ni Cameron, ni Merkel n'ont condamné les pogroms contre les Noirs en Libye, le massacre de la population de Syrte par l'armée du gouvernement qu'ils ont mis en place, ni la répression des manifestations en Tunisie et en Égypte par les gouvernements de transition qu'ils ont installés, ni les attaques des islamistes contre le droit d'expression en Tunisie ou celles des islamistes, avec l'armée, contre la minorité chrétienne en Égypte.

Mais le régime se révèle incapable, malgré une violence incroyable, de venir à bout de la révolte des masses.

La Turquie et les États-Unis patronnent une solution bourgeoise de secours, le CNS

La Russie et la Chine, ont opposé leur veto à toute sanction lors du Conseil de sécurité de l'ONU du 5 octobre, avec le soutien des bourgeoisies montantes de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du sud.

Par contre, les impérialismes les plus puissants ont rebattu les cartes, avec la complicité de la bourgeoisie turque qui tente de se muer en puissance régionale. Le gouvernement islamiste d'Erdogan a hébergé les conférences de l'opposition bourgeoise syrienne dominée par les Frères musulmans, le principal parti islamiste de Syrie. Finalement, la conférence d'août a décidé de créer un « Conseil national syrien » (CNS) de 140 membres. Le 2 octobre, celui-ci a présenté, après d'ultimes tractations secrètes, sa représentation. Il s'appuie sur la *« Déclaration de Damas »* adoptée en 2005 par de nombreux partis d'opposition bourgeoise (arabes, laïcs, musulmans, libéraux...) ou issus du stalinisme. Cette déclaration disait vouloir un « changement démocratique progressif » tout en reconnaissant l'islam comme une référence.

Dès son apparition, le CNS a appelé la population et la jeunesse à ne pas se défendre, à se laisser massacrer et à s'en remettre aux puissances occidentales, ce qui lui vaut l'approbation de la presse bourgeoise de ces pays :

> *La création du CNS et la réaffirmation du pacifisme de l'opposition interviennent au moment où s'esquisse, çà et là, la tentation du passage à la lutte armée, qui serait utilisée avec profit par le régime pour justifier une répression décuplée.* (*Le Monde*, 3 octobre 2011)

Flanqué d'anciens staliniens et de nationalistes arabes et kurdes, le CNS est vertébré par les partis islamistes dont le Mouvement des Frères musulmans. Un ancien diplomate français résume leur position :

> *Ils insistent d'abord sur le caractère pacifique et unitaire du mouvement. Ils appellent les manifestants à se soutenir mutuellement, en dépassant les appartenances confessionnelles. Ils leur demandent de ne pas répondre à la violence par la violence et de bannir toute idée de vengeance. Et ils martèlent à leur intention que pour les musulmans, la « fitna », le désordre ou la sédition au sein de la communauté, est pire que le « zulm », l'injustice.* (*Moyen Orient* n° 12, octobre 2011)

Tous les partis de la bourgeoisie, le Baas et ses opposants, laïcs et cléricaux, arabes et kurdes, chrétiens et musulmans défendent jusqu'à présent l'unité de l'armée bourgeoise qui massacre impunément les manifestants civils depuis des mois. En effet, tous redoutent l'armement du prolétariat qui pourrait s'en servir pour prendre le pouvoir et exproprier les exploiteurs.

Le CNCD, comme le CNS, demande au peuple de se laisser massacrer

Spontanément, des comités locaux de coordination se sont mis en place. Parfois, des déserteurs, des

soldats et des sous-officiers refusant de tirer sur la population, les ont rejoints avec leurs armes.

Sur le terrain, les partis bourgeois ont cherché à empêcher la défense des manifestations et des quartiers, alors que les insurgés libyens avaient pris d'assaut les casernes des milices et des régiments pour pouvoir se défendre.

> *Si nous conservons le caractère pacifique de nos manifestations qui rassemblent villes, villages, hommes, femmes et enfants, un avenir démocratique pour la Syrie sera aisément envisageable. Si une confrontation armée ou une intervention militaire internationale s'engagent, il sera plus compliqué voire impossible de mettre en place les bases légitimes d'une Syrie fière d'elle-même. Nous appelons donc notre peuple à faire preuve de patience...* (Comités Locaux de Coordination, *Déclaration au peuple syrien*, 29 août 2011)

Les comités ont toujours organisé les grandes marches le vendredi, jour de prières pour les musulmans, et ont souvent appelé les manifestants à se regrouper sur les seuls lieux accessibles : les mosquées. Leur devise est : « *Liberté, dignité, citoyenneté* ».

La direction des Comités locaux de coordination a accepté de se soumettre au CNS bourgeois propulsé par la Turquie et les États-Unis.

> *Le Conseil national syrien (CNS) a vu le jour après avoir obtenu le ralliement de deux forces politiques : les signataires de la Déclaration de Damas qui avaient rassemblé en octobre 2005 de petits parti d'opposition comme le Parti du peuple syrien de Tiyad Turk, et des personnalités, ainsi que la confrérie des Frères musulmans, interdite depuis des décennies dans le pays. Après six mois de vaines tentatives, un consensus a donc été trouvé entre les Comités de coordination qui sont en Syrie à la pointe du combat contre le régime de Bachar Al-Assad et la myriade de formations en dehors du pays. Seule la Coordination nationale des forces démocratiques, qui rassemblent des nationalistes arabes et des nassériens, a choisi de rester à l'écart de la nouvelle structure.* (*Le Monde*, 4 octobre 2011)



Cela ne s'est sûrement pas fait sans heurts au sein des Comités locaux car une fraction de la jeunesse et des travailleurs comprend certainement, au feu de la lutte, la nécessité de s'armer. Des organes d'auto-défense de la révolution, peuvent diviser les corps de répression, en faire basculer une partie dans le camp de la révolution, paralyser et défaire les autres. Tout est une question de programme, de direction.

Une minorité de l'opposition, le CNCD, s'oppose à juste titre à la subordination du CNS aux impérialismes occidentaux et à la bourgeoisie turque :

> *Le CNS peine encore à rallier l'ensemble de l'opposition syrienne. Le Comité national pour le changement démocratique (CNCD), qui regroupe des partis « nationalistes arabes », kurdes, socialistes et marxistes, ainsi que des personnalités indépendantes a élu son propre conseil central, composé de quatre-vingts membres, dont un quart de « jeunes révolutionnaires », ces militants qui ont lancé le mouvement...* (*Le Monde*, 29 septembre 2011)

Mais le CNCD partage le parlementarisme et le pacifisme du CNS et il veut « *entamer une réconciliation entre l'armée et le peuple* » au lieu de préconiser l'insoumission, le retournement des armes contre les gradés assassins du peuple, l'armement des travailleurs et la dissolution de l'armée bourgeoisie.

Les héritiers du stalinisme continuent leur sale besogne de soumission du prolétariat à la bourgeoisie

Comment des « marxistes » pourraient-ils cautionner de telles stupidités, aussi contraire à ce qu'ont défendu Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky ? En fait, les prétendus « marxistes » du CNCD sont les disciples de Staline, Kroutchev et Brejnev.

Né en 1924, le Parti communiste du Liban et de la Syrie est passé dans les années suivantes , comme toute l'Internationale communiste, sous le contrôle de la bureaucratie qui s'était emparée du pouvoir en URSS. Au début des années 1930, la perspective est « *atteindre l'indépendance politique nationale et de créer un certain nombre d'États arabes* ». En 1944, il soutient l'entrée en guerre de la Syrie et du Liban aux côtés des impérialismes français, britannique et américain en février 1945. Ingrat, l'impérialisme français bombarde Damas qui s'était soulevée pour l'indépendance. Pourtant, devant la grève générale, la France doit évacuer les deux protectorats fin 1945.

La direction du PCS a toujours soumis le prolétariat à une ligne de front populaire ou d union nationale avec la représentation civile de la bourgeoisie nationale ou avec les généraux qui ont, alternativement, gouverné depuis l'indépendance.

> *Tout ce que nous cherchons, c'est de développer le sentiment national dans notre pays pour qu'il devienne une force invincible.* (Khaled Bagdash, *Le Parti communiste dans la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationale*, 1944)

En 1972, le PCS prend part au Front national progressiste (FNP) sous l'égide du Parti Baas. En contrepartie de sa vile soumission, le parti stalinien reçut des postes lucratifs avec la bénédiction de la bureaucratie du Kremlin qui signe en 1980 un « *Traité d'amitié* » avec Assad père.

Aujourd'hui, deux fractions du PCS soutiennent toujours Bachar Al-Assad, tandis que deux autres ont rejoint l'opposition bourgeoise. Le Parti démocratique du peuple (PDP) court après les islamistes (comme le Parti communiste du Liban) et est membre du CNS et le Parti d'action communiste (PAC) soutient le CNCD.

Tous les héritiers du stalinisme restent liées à l'une ou l'autre des fractions de la bourgeoisie, sous prétexte de lutte pour la « démocratie » ou pour l'« anti-impérialisme ».

Les travailleurs ont besoin de soviets, pour renverser au plus tôt la dictature sanglante, pour empêcher qu'une autre fraction de la bourgeoisie s'empare du pouvoir, pour jeter les bases de la république des conseils des ouvriers, des paysans et des conscrits.

Les travailleurs et la jeunesse ont besoin d'un parti révolutionnaire qui s'oppose aux alliances avec la bourgeoisie, lutte pour le socialisme et aide les masses révolutionnaires à s'armer. Et à prendre le pouvoir

Pour la révolution permanente

Pour arracher les droits démocratiques, pour garantir le respect des minorités nationales et religieuses, l'égalité des droits pour les immigrés, pour obtenir le droit de faire grève et de se syndiquer, le préalable est de chasser Al-Assad, son clan de pillards et le Baas.

Pour y parvenir, les travailleurs des villes et des campagnes doivent s'émanciper de tous les représentants de la bourgeoisie. Il leur faut prendre le contrôle des Comités locaux ou les remplacer, construire leurs syndicats et leur propre parti, un parti ouvrier révolutionnaire en lien avec tous les prolétaires du monde. Les dirigeants du Baas reconvertis en opposants, les Frères musulmans, les salafistes, les capitalistes kurdes sont des ennemis du prolétariat et de la jeunesse.

Les Comités locaux peuvent, en se centralisant et en utilisant les méthodes prolétariennes, la grève, la milice ouvrière et populaire, décider du sort de la lutte. La centralisation des Comités locaux de coordination ouvrirait la perspective d'un pouvoir des ouvriers et des paysans, seul à même de garantir les libertés démocratiques et de répondre aux revendications sociales : assemblée constituante, séparation de la religion et de l'État, remise des terres aux paysans, confiscation des grandes entreprises, droit de séparation des Kurdes, émancipation des femmes...

Si le prolétariat conquiert son indépendance et, avec son parti, prend la tête de tous les exploités et de tous les opprimés, alors la démocratie sera garantie.

La révolution s'approfondira en Syrie en révolution sociale. Elle se renforcera par son extension en Irak, en Turquie, au Liban, en Palestine... et sa reprise dans les pays voisins où la contre-révolution sévit, que ce soit sous le visage sans fard de l'autocratie (Bahreïn, Yémen, Iran) ou sous le masque de la démocratie (Tunisie, Égypte, Libye). Elle ouvrira une voie aux prolétariats du sud de l'Europe qui sont plongés dans l'impasse, au premier chef celui de la Grèce.

- **Grève générale !**
- **Armement des travailleurs et des jeunes!**
- **À bas Al-Assad et le Baas !**
- **Libération de tous les prisonniers politiques !**
- **Libertés démocratiques et ouvrières !**
- **Démantèlement de tous les corps de répression !**
- **Expropriation des patrons du Bass et des groupes impérialistes !**
- **Assemblée constituante !**
- **Mêmes droits pour tous : Kurdes, Palestiniens, Irakiens !**
- **Élection et centralisation des comités en un organe central !**
- **Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités !**
- **Fédération socialiste du Proche Orient !**



La France, les États-Unis et la Grande-Bretagne sont intervenus militairement en Libye pour mieux la piller


Paris, 2007

Sans déclaration de guerre, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, sous couvert de l'ONU, ont bombardé un pays, ont envoyé leurs mercenaires sur place (les « forces spéciales ») et contribué au lynchage d'un chef d'État. La ville de Syrte a été détruite. De multiples pogromes ont visé les ouvriers noirs.

Les impérialismes français, américain et britannique ont propulsé un gouvernement à eux, autoproclamé, le « Conseil national de transition » (CNT). Il s'agit à la fois d'empêcher la révolution (dans le pays et dans la région) et de s'emparer d'une part plus grande des ressources naturelles (au détriment des autres puissances impérialistes, en particulier l'Allemagne et la Chine).

Un régime nationaliste panarabe né d'un coup d'État

Membre de l'OPEP, la Libye détient les plus importantes ressources prouvées de pétrole en Afrique (8e au monde), et elle exporte la majorité de son pétrole. Elle est également un producteur majeur de gaz naturel.

Historiquement, le territoire actuel de la Libye fut successivement occupé par l'empire ottoman jusqu'en 1911, par l'Italie jusqu'en 1942, par la Grande-Bretagne. Premier pays d'Afrique à avoir atteint son indépendance en 1951, la Lybie fut unifiée par la monarchie d'Idris Ier. Le roi fut renversé en 1969 par le coup d'État d'une junte militaire. Celle-ci comprenait le colonel Mouammar Kadhafi qui supplanta ses complices et exerça le pouvoir jusqu'à octobre 2011.

Expression locale du nationalisme bourgeois qui prétendait unifier le monde arabe, Kadhafi copiait à ses débuts le colonel égyptien Nasser. Comme lui, Kadhafi faisait vaguement référence au socialisme.

Par « socialisme » Kadhafi entendait nationalisation des banques et des entreprises pétrolières au détriment des puissances impérialistes, alliance avec feue l'URSS, mais aussi régime policier et interdiction des grèves ou des syndicats, autodafés de disques étrangers et de livres marxistes, imposition d'une religion d'État et de la charia en guise de code civil (en 1994), recours massif à l'immigration pour la domesticité et l'industrie. Toutes choses, comme on voit, n'ayant rien à voir avec le socialisme.

Toutes les tentatives d'unifier la Libye et d'autres États arabes échouèrent pitoyablement. Par contre, Kadhafi « arabisa » effectivement, au sein des frontières héritées du colonialisme : expulsion des Juifs et des Italiens (dans le droit fil de la monarchie), persécution des Berbères (comme le régime militaire en Algérie).

> *Dans les années 1990, le particularisme berbère a été sévèrement réprimé et de nombreux Berbères ont été emprisonnés plusieurs années pour avoir professé leur langue.* (Patrick Haimzadeh, *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Lattès, 2011, p. 30)

Un capitalisme basé sur la rente

Certes, la rente pétrolière et gazière a permis, comme dans les monarchies du Golfe, une amélioration de la santé (espérance de vie de 75 ans) et de l'éducation (82 % d'alphabétisation). Elles ont aussi servi à un gaspillage en armements et les inégalités sont aussi grandes que dans les monarchies du Golfe.

Cela tient à deux facteurs, la répartition inégale de la manne par l'intermédiaire des tribus (un archaïsme entretenu par le régime et qui a mis en péril l'unité nationale) ; l'accaparement des activités les plus juteuses par le clan au pouvoir (comme en Tunisie).

> *Depuis 1993... le régime s'est replié autour des clans qui forment la tribu du colonel Kadhafi. Ces derniers sont présents dans les Comités révolutionnaires et la Garde révolutionnaire, devenus les véritables piliers du régime... Ce rétrécissement tribal du régime nourrit les critiques d'une population exaspérée par les choix incompréhensibles du gouvernement et par le gâchis des ressources effectué au profit d'une minorité.* (Luis Martinez, « Les enjeux de la réorientation de la politique libyenne », *Afrique du Nord – Moyen Orient 2005-2006)*

> *Plusieurs experts s'accordent à dire que la fortune personnelle de Mouammar Khadafi s'élèverait à plusieurs milliards de dollars... Sa'adi, le troisième fils de Kadhafi, détient une société de production cinématographique. Il joue un rôle de tout premier plan dans le tourisme. Il est aussi incontournable pour tout ce qui est des infrastructures libyennes. La fille du dictateur, Aisha, a des intérêts dans Saint James, une clinique privée à Tripoli. On lui prête des connexions aux secteurs de l'énergie et du BTP. Patron du Comité olympique libyen, Muhammad, l'aîné, contrôle 40 % de la société franchisée*



qui distribue Coca-Cola dans le pays. Via l'autorité nationale des télécoms qu'il dirige, il a la haute main sur les services gérés par cette instance. (*Les Échos*, 24 février 2011)

Une caractéristique partagée par les monarchies voisines et la république libyenne est le recours massif aux travailleurs immigrés. Une grande partie de la classe ouvrière est donc étrangère et considérée comme telle, même quand elle est arabe ou musulmane

La persécution du prolétariat immigré par Kadhafi

L'État bourgeois, prétendument panarabe puis panafricain, s'en est pris maintes fois aux travailleurs immigrés arabes puis noirs.

En juin 1977, Kadhafi décide d'expulser 225 000 travailleurs égyptiens. (Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran, Mouammar Kadhafi*, Actes Sud, 2011, p. 44)

En août 1985, le colonel ordonne l'expulsion de milliers d'ouvriers tunisiens, en les spoliant de leurs biens et en gelant leurs avoirs. (p. 46)

En 1995, la Libye expulsa environ 30 000 Palestiniens... (*Migration news*, juin 1996)

De 2003 à 2005, le gouvernement libyen a expulsé environ 145 000 migrants, essentiellement vers les pays sub-sahariens. (Migration information source, novembre 2006)

La Libye doit cesser ses pratiques de discrimination raciale contre les Noirs africains, particulièrement ses persécutions raciales envers les 2 millions de travailleurs immigrés. (Conseil des droits de l'homme de l'ONU, 16 février 2010)

Parmi les bénéficiaires des largesses de Kadhafi figurait Haider, le fondateur du FPO-BZO d'Autriche (voir *Spiegel*, 2 février 2010). Ces partis ont pour cible principale les immigrés turcs et prônent l'interdiction totale de l'immigration en provenance des pays musulmans. L'héritier désigné de Kadhafi, Saïf al-Islam Kadhafi (Saïf al-Islam signifie « sabre de l'Islam ») assista aux obsèques du fasciste en 2008.

Le tournant de 1999 vers les puissances occidentales et la CIA

En 1988, l'ONU imposa des sanctions économiques à la Libye en raison d'un soutien « à des organisations terroristes ». Elles furent levées à partir de 2003, alors que Kadhafi commençait à démanteler son programme nucléaire et coopérait avec les États-Unis. Il commença à privatiser des entreprises précédemment nationalisées, à les ouvrir à des capitaux étrangers. C'est alors que les capitalismes américain, italien, allemand, chinois, français, russe se sont positionnés. Bien que le régime restât despotique et que la torture fût courante, Kadhafi était accueilli partout à bras ouverts par les grandes « démocraties », dont la France.

En 2004, Gerhard Schroeder signait un accord pétrolier avec Kadhafi (la Libye est devenue alors le troisième fournisseur en pétrole de l'Allemagne). Siemens, BASF, et d'autres firmes multinationales allemandes sont implantées en Libye. La même année, Tony Blair signait des contrats pétroliers et vendait des armes pour des dizaines de milliards de dollars. En 2007, Nicolas Sarkozy vendait pour 400 millions de dollars de missiles à Kadhafi, qui a récemment déclaré avoir financé sa campagne électorale. De 2004 à 2009, l'Italie a fourni 276,7 millions de dollars d'armes à la Libye, ce qui en fait le principal exportateur devant la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Était signé en 2008 un traité « d'amitié, de partenariat et de coopération ».

En 2008, Condoleeza Rice visitait Kadhafi pour lui vendre des milliards de dollars d'armes. Les relations s'apaisèrent et le Département d'État assura que le gouvernement libyen avait *« continué à coopérer avec les États-Unis et la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme et son financement... Les représentants du renseignement espèrent accroître leur aide à la Libye en matière de contre-terrorisme durant les exercices financiers de 2010 et 2011 »* (Centre international de recherche contre le terrorisme, mai 2011). Il est vrai que la Banque centrale libyenne intervient dans le capital de Halliburton, Xerox, Honeywell, Exxon, Chevron, Pfizer... En 2010, Vladimir Poutine vendait 1,8 milliard de dollars d'armes à Kadhafi.

Le soulèvement en prolongement de la vague révolutionnaire démarrée en Tunisie

L'insurrection a démarré le 12 février lorsque, en écho aux révolutions tunisienne et égyptienne naissantes, une émeute spontanée (attaques de postes de police, de tribunaux, de prisons...), principalement des travailleurs, éclata à Benghazi, à l'est du pays, plus hostile au pouvoir de Kadhafi.

Dans les principales villes du pays, les Libyens sont alors descendus dans la rue pour en finir avec Kadhafi. Des comités populaires furent créés localement, dans une optique d'auto-organisation. Le mot d'ordre de départ de Kadhafi était crié le 17 février lors de manifestations où la

Tripoli, août 2011

police tira sur la foule et tua plusieurs personnes. Une partie des policiers et des militaires rejoignit les manifestants. Des dizaines de milliers de personnes scandèrent : *« À bas Kadhafi ! À bas le régime ! »*, mais aussi *« Non à l'intervention étrangère ! Le peuple libyen peut se débrouiller seul ! »* Le gouvernement riposta en tirant sur la foule, avec les armes fournies par les impérialismes français, britannique et russe, les communications furent coupées.

Le soulèvement en Libye est un prolongement des révolutions qui ont chassé Ben Ali et Moubarak de Tunisie et d'Égypte. Mais en Libye, le prolétariat est majoritairement étranger (2,5 millions d'immigrés pour une population de 6 millions de Libyens), aucune organisation ouvrière de taille significative n'existait et aucune lutte des salariés n'a précédé le soulèvement. Au contraire, la Tunisie et les grèves du bassin minier de Gafsa en 2008 et les grèves massives en Égypte depuis 2004, ont été des préparatifs à l'irruption du prolétariat dans la lutte démocratique.

Faute d'organisations ouvrières, syndicats, partis, soviets, l'espace était largement ouvert à des fractions de la bourgeoisie opposées – de longue date ou tout récemment– à Kadhafi. Elles formèrent ainsi le CNT.

Le CNT, un arc-en-ciel de la réaction

Créé le 27 février, après le déclenchement de la révolution, le Conseil national de transition (CNT) est composé d'anciens adjoints de Kadhafi, de chefs islamistes, de monarchistes, d'agents de la CIA... Il est financé par l'État américain par le biais d'un fonds spécial (LIEM). Son président, Mustafa Abduljalil, était encore ministre de la Justice aux premiers jours du soulèvement. Il s'agit de l'homme qui avait confirmé la peine de mort pour les infirmières bulgares et le médecin palestinien torturés et emprisonnés entre 1999 et 2007 alors qu'il était président de la Cour d'appel de Tripoli. Mahmoud Jibril, président du conseil exécutif du CNT, était de 2007 à 2010, à la tête du Bureau de développement économique national. Abdelhakim Belhadj, qui a dirigé la prise de Tripoli, est un ancien émir du Groupe islamique des combattants libyens, proche d'Al-Qaeda. Ali Abdelaziz al-Essaoui, chargé des Affaires étrangères, fut ministre de l'Économie entre 2007 et 2009, artisan des privatisations...

Avec de tels individus, la xénophobie avait libre cours.

> *Une conséquence de ce racisme fut des arrestations en masse de Noirs et d'horribles assassinats – parmi les diverses atrocités desquelles les rebelles sont accusés par les organisations de droits de l'homme.* (*The Guardian*, 30 août 2011)

Le CNT a rédigé un projet de charte nationale dont le premier article énonce que *« la religion de la Libye est l'islam et les principes de la charia islamique sont la source de ses lois »*. Religion et capital font bon ménage, puisque le principal rédacteur de ce projet, Mohammed Busidra, assurait qu'il *« restait favorable à l'Occident, ses gouvernements et ses compagnies pétrolières »* (*Globe and Mail*, 5 août). Le premier contrat du nouveau gouvernement pour l'exportation du pétrole libyen fut signé avec Tesoro, une compagnie américaine (1,2 millions de barils), en réponse de quoi le Département d'État annonce *« le soutien américain pour des ventes ultérieures de pétrole par le CNT »* (*Il Manifesto*, 10 juin).

La prise de direction par le CNT et sa vassalisation par l'OTAN ont ranimé un légitime sentiment national. Le 1e juillet, un million de manifestants sr sont rassemblés à Tripoli pour protester contre l'intervention étrangère.

Des impérialismes abandonnent Kadhafi et jouent la carte du CNT

Dès la semaine qui a suivi le soulèvement, les impérialismes envisageaient d'intervenir (des services secrets, notamment britanniques, américains et français, étaient sur place ; voir *Sunday Mirror*, 20 mars ; *International Herald Tribune*, 31 mars) alors que Kadhafi était en difficulté. Le 28 février, 80 % du pétrole lui échappait.

Le 10 mars, Sarkozy, qui s'était obstiné à soutenir Ben Ali en Tunisie, fut le premier à reconnaître le CNT comme solution de rechange contre l'incapacité de Kadhafi à stabiliser la Libye. Il fut immédiatement suivi de Cameron, le Premier ministre anglais.

Le 10 mars, l'ONU votait l'établissement d'une « zone d'exclusion aérienne » (résolution 1973) qui correspond, comme en Serbie voici un peu plus de dix ans, à un permis de faire la guerre.

L'Allemagne, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie se sont abstenus. Les impérialismes chinois et russe avaient plus à perdre qu'à gagner au changement de régime (*« ils n'ont pas soutenu l'imposition de fortes sanctions au régime de Kadhafi... ils ont d'importantes compagnies pétrolières qui cherchent des marchés en Afrique », New York Times*, 22 août), sans parler du mauvais exemple que donne tout soulèvement contre un despotisme. Le calcul allemand fut dévoilé plus tard par Kadhafi : *«Les Allemands ont pris une très bonne position envers nous, très différente de celle adoptée par d'autres pays occidentaux. J'imagine qu'à l'avenir, nous pourrions collaborer avec des entreprises allemandes »* (*Il Giornale*, 15 mars). Merkel fut critiquée alors pour *« la plus grave erreur commise par ce gouvernement en politique étrangère »* (*Süddeutsche Zeitung*, 27 août). Elle décida donc, en juin, d'intervenir.

> *On peut à présent concevoir qui va gagner, et ce n'est pas Kadhafi... Les compagnies occidentales se positionnent... D'ici cinq ans, la production en Libye sera supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui*

et les investissements vont affluer... (*Washington Post*, 11 juin 2011)

Comme la constitution de la 5e République bourgeoise l'y autorise, le président Sarkozy a engagé la France dans cette guerre.

La complicité des directions réformistes françaises avec leur bourgeoisie

La guerre en Libye est un test majeur pour les organisations d'origine ouvrière. La plupart d'entre elles soutient l'intervention impérialiste, tandis que d'autres défendent le régime de Kadhafi.

Dans un communiqué du 19 mars, le PS *« se félicite de la détermination de la communauté internationale... pour mettre en œuvre la résolution 1973, enfin adoptée par l'ONU pour protéger le peuple libyen »*. Le candidat Hollande se disait fier d'avoir *« approuvé l'intervention dans le cadre de l'ONU qui a favorisé l'opposition libyenne »* (*Le Monde*, 20 octobre).

Le PCF assure *« son plein soutien aux forces qui agissent pour la démocratie en Libye, avec le Conseil national de transition »* (*Communiqué*, 18 mars). Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du Parti de gauche, a voté en faveur d'une résolution du Parlement européen défendant l'intervention militaire en Libye. Il l'a votée *« en accord avec la direction du PCF et de la Gauche unitaire »*, il est *« partisan d'un ordre international garanti par l'ONU »* et pense que *« la politique menée* [par Sarkozy sur la Libye] *est conforme à l'intérêt de la France »* (*Libération*, 21 mars).

Un appel du « Collectif de solidarité avec le peuple libyen » a été signé le 26 mars par le PCF, le PG, le NPA. Il ne se prononce pas contre l'intervention, ni pour l'arrêt des bombardements ; au contraire il propose la *« reconnaissance du Conseil national de transition intérimaire, seul représentant légitime du peuple libyen »*.

Le NPA soutient une fois de plus l'ONU :

> *Nous ne pouvions pas... nous opposer à la zone d'exclusion aérienne et au bombardement initial des blindés de Kadhafi, mesures réclamées avec insistance par le soulèvement.* (*Tout est à nous*, 22 avril 2011)

Les bandits impérialistes se disputent le butin

L'agression a visé des zones très peuplées, elle a détruit des installations militaires, mais aussi des cibles *« stratégiques »* (administrations civiles, usines) ou *« psychologiques »* (assassinat des familles des dirigeants, en réalité destruction de maisons individuelles). Ont été aussi bombardés des écoles, des universités, des hôpitaux... Plus de 50 000 bombes ont été larguées sur la Libye. Le CNT lui-même estime à 50 000 le nombre de personnes tuées par les bombes de l'OTAN (c'est-à-dire beaucoup plus). Début septembre, Syrte (75 000 habitants) est bombardée par l'OTAN. Six semaines plus tard la ville est dévastée. Rien n'a été épargné, toute la ville ressemble à un champ de ruines. Elle a fait l'objet de bombardements, mais également de pillages par le CNT.

Abduljalil, le président du CNT, remerciait les impérialismes qui étaient intervenus militairement :*« Sans le soutien militaire de l'OTAN, les rebelles ne seraient jamais parvenus là où ils sont aujourd'hui »* (*AFP*, 29 août) – et les assurait de sa coopération : *« Nous allons honorer les anciens contrats, et nos amis auront un rôle initiateur conformément à leurs efforts dans le soutien de la Libye »* (cité dans *Info-Palestine*, 26 septembre).

Fin août, le CNT annonça clairement que les pays l'ayant aidé à prendre le pouvoir sont ceux qui auraient le plus d'opportunités dans l'industrie pétrolière après le départ de Kadhafi. C'est ainsi qu'une conférence intitulée (sans rire) conférence des « amis de la Libye » fut organisée à Paris le 1e septembre (date anniversaire de la révolution de 1969) par Sarkozy et Cameron. Elle réunit 31 chefs d'État, c'est-à-dire non seulement les impérialismes ayant agressé la Libye mais également l'Allemagne, la Chine, le Brésil, la Russie et l'Inde qui se sont abstenus lors du vote de la guerre à l'ONU, ainsi que la Ligue arabe et le CNT. Il fut alors dévoilé que la France aurait conclu le 3 avril, au début des bombardements, un accord avec le CNT lui assurant 35 % du pétrole en échange d'un soutien total et permanent du gouvernement français (*Libération*, 1e septembre). Bien que niant l'existence de cette lettre, Alain Juppé estime que *« l'opération... est aussi un investissement sur l'avenir »* (*Le Parisien*, 26 août).

L'alternative est la révolution sociale qui dépend de la classe ouvrière

Les communistes n'ont jamais eu d'illusions dans le nationalisme bourgeois panarabe. Ils n'en ont pas plus dans la variante panislamiste du nationalisme bourgeois.

La classe ouvrière doit conquérir son indépendance politique vis à vis de ses exploiteurs, donc bâtir son propre parti, pour se défendre et ouvrir une alternative au cléricalisme, au despotisme, à la mainmise impérialiste.

Libertés démocratiques sans restriction ! Égalité totale entre hommes et femmes! Séparation de la religion et de l'État ! Droit de se réunir, s'organiser, de manifester, de faire grève ! Droit de former ses syndicats et ses partis !

Pour l'organisation des travailleurs salariés en une centrale syndicale ouvrière indépendante de l'État ! Pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire !

Nationalisation sans indemnité de toutes les installations pétrolières ! Confiscation de tous les biens du clan Kadhafi sous contrôle ouvrier !

Bas les pattes devant les ouvriers noirs ! Ouverture des frontières ! Dehors les services secrets des pays impérialistes ! Aucune installation de base militaire étrangère !

À bas le gouvernement autoproclamé des islamistes et des ex-kadhafistes ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste d'Afrique du nord et du Proche-Orient !

La lutte des étudiants chiliens met en péril le gouvernement Piñera



La Causa Obrera

PARTIDO DE LA REVOLUCION SOCIALISTA

www.prs-lco.com.ar juventudprs.blogspot.com

Publicación central N°70 — 2 de Setiembre 2011 — Precio

La economía mundial rumbo a una depresión
Página 10

La lucha de los estudiantes chilenos jaquea a Piñera
Página 20

¿Quién ganó con el triunfo electoral de Cristina K?
Página 2

La campaña electoral del FIT
Página 14

« J'ai deux enfants, lequel aura une éducation ? »

Les étudiants et lycéens chiliens, depuis trois mois, organisent les plus grandes mobilisations de jeunes depuis la chute de la dictature de Pinochet et occupent plus de 500 lycées et universités. Ils luttent pour l'éducation publique et gratuite (pour la fin du profit) et pour un système éducatif national qui mette fin à la municipalisation de l'enseignement, qui est une autre des causes de la profonde inégalité dans la qualité de l'éducation, qui se différencie entre privé et public, voire selon le budget de la région.

Le budget de l'éducation du Chili est parmi les plus bas du monde (0,5 % du PIB) et l'université est totalement payante. Le coût moyen annuel pour un étudiant est de 4 150 dollars.

> *Étudier la médecine revient à un coût total entre 54 353 et 76 574 dollars, l'architecture varie entre 37 273 et 56 400 dollars, le journalisme entre 27 150 et 41 926 dollars.* (*Clarin*, 24 août 2011)

Les familles de travailleurs et du peuple pauvre ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'université ou s'endettent à vie pour le faire. *« La dette accumulée pour les études atteint plus de 2 400 millions de dollars. »* (*Clarin*, 24 août 2011). Le salaire minimal est de 320 dollars mensuels.

L'inégalité démarre dès le cursus secondaire. Ceux qui vont dans les établissements publics reçoivent une éducation de qualité médiocre. Quand ils se présentent à l'examen de sélection universitaire, ils obtiennent en général les notes les plus basses et donc ne peuvent accéder aux parcours qu'ils envisageaient mais à ceux que leur note autorise, en général la formation technique. L'examen de sélection universitaire est un instrument de ségrégation et de discrimination sociale pour que les enfants de la classe ouvrière qui viennent de l'enseignement secondaire ne puissent pas accéder à certaines carrières qui sont « réservées » aux enfants de la classe moyenne supérieure et à ceux de la bourgeoisie.

L'éducation chilienne a été convertie en une « entreprise privée éducative » sous la dictature de Pinochet et sous les gouvernements successifs de la Concertation [gouvernements bourgeois de 1990 à 2010 du Parti socialiste, du Parti radical et du Parti démocrate-chrétien]. Le Chili est le pays ayant le plus haut niveau de privatisation dans l'enseignement supérieur. Seulement 25% de l'éducation publique chilienne est entre les mains des municipalités, lesquelles sont ultra-précarisées ; 75 % est aux mains d'entreprises privées.

Contre cette éducation privatisée et payante les étudiants se sont massivement soulevés reprenant les mobilisations lycéennes de masse de 2006 au cours desquelles des milliers de lycéens avaient réclamé la fin des lois éducatives imposées par le régime dictatorial de Pinochet (LOCE) [Loi organique constitutionnelle de l'enseignement promulgué en mars 1990 par Pinochet]. Son remplacement par la Loi générale éducative (LGE), approuvée par le précédent gouvernement de la Concertation (PS, DC, etc.) n'a en rien modifié la politique éducative imposée par le régime militaire qui a gouverné jusqu'en 1990.

Les étudiants chiliens mènent donc une lutte de fond, qui affronte l'ensemble de l'orientation de privatisation, de l'« autofinancement », de la destruction de l'éducation étatique, initiée par la dictature, puis par les « socialistes » et la Concertation qui ont gouverné durant 20 ans et qui a été poursuivie par la droite aujourd'hui au gouvernement avec Piñera.

Il s'agit non seulement de combattre l'« Éducation de Pinochet » mais aussi une politique éducative qui est un élément fondamental de l'actuel régime bourgeois semi-colonial chilien, aux côtés de la santé privatisée, du « mode de travail » basé sur la précarité et l'absence de libertés syndicales, etc.

Un deuxième aspect, d'une énorme importance, est que la jeunesse chilienne lutte contre une politique anti-éducative qui exprime une orientation mondiale. Nommée Plan de Bologne (Europe), CONEAU (Argentine), etc., la bourgeoisie tente de liquider l'enseignement public, de réduire le budget d'éducation, d'exiger des droits d'inscription, etc. De là, sans doute, l'immense courant de soutien, de mobilisation et d'adhésion qui s'est réveillé chez d'autres jeunes étudiants dans le monde.

Enfin, il faut dire que cet énorme processus de mobilisation se situe dans la crise économique internationale et la réponse des travailleurs et de la jeunesse aux attaques contre leurs conditions de vie, qui sont aux origines des mobilisations de masse en défense de l'éducation et contre le chômage (Espagne, États-Unis, Grèce), les explosions comme celle des jeunes pauvres en Angleterre et les premières étapes de la révolution ouvrière et populaire en Afrique du Nord et au Moyen Orient. [...]

Piñera tombe le masque : « L'éducation ne sera pas gratuite »

Les étudiants ont rejeté les misérables concessions du gouvernement de Piñera contenus dans le Grand accord national pour l'éducation (GANE), centrées principalement dans la réduction du taux d'intérêt des prêts. La Concertation est alors venue au secours du gouvernement en proposant une « table de discussion », présidée par le Sénat. Simultanément, elle a demandé la démission du ministre de l'Éduca-

tion Joaquin Lavin, qui finalement a été muté au ministère de la planification. Mais les étudiants ont aussi rejeté fort justement la manœuvre de la *table de discussion*.

Ensuite, le gouvernement a lancé une violente répression qui, loin de calmer le mouvement, l'a radicalisé. Le 4 août, les lycéens appellent à la mobilisation le matin et les étudiants l'après-midi. Ils se sont mobilisés bien que le gouvernement ait interdit l'utilisation de l'avenue Alameda [principale avenue de Santiago du Chili] et spontanément s'est exprimé un profond rejet d'une répression qui rappelait celle du régime de Pinochet. Le gouvernement et le ministre de l'Éducation ont affirmé que *« l'éducation ne sera pas gratuite, tout se paie dans cette vie »*.

Dans le cadre de cette polarisation croissante, s'est tenue une action pour l'éducation gratuite qui a réuni un million de personnes dans la capitale le 21 août et la grève de 48 heures convoquée par la CUT pour les 24 et 25 août, l'une des plus importantes mobilisations.

La crise politique a éclaté de manière ouverte. La désapprobation populaire s'est accélérée contre le gouvernement mais aussi contre la Concertation, c'est-à-dire contre les principaux blocs des partis politiques.

Face à cette crise ouverte chaque fois plus aigüe, augmenter la répression est une des possibilités. Le gouvernement a discuté de l'application de la Loi de Sécurité de l'État, après la grève de 48 heures de la CUT, au cours de laquelle un jeune fut assassiné par les carabiniers ainsi qu'un décédé à la suite de ses graves blessures.

L'autre possibilité dont dispose la bourgeoisie est la carte du plébiscite qu'a lancée le PC (stalinien) et à laquelle se sont rangés les partis de la Concertation. Le 11 août, il fut officiellement présenté au gouvernement.

Le PC et le PS dirigent ensemble la CUT ; et dans le mouvement étudiant la figure de Camila Vallejos (PC) a un poids important, même si d'autres courants politiques ont une influence (anarchistes, « indépendants », etc.).

Lorsque la social-démocratie a été trop compromise, le PC est apparu comme auxiliaire du régime, défendant la question du plébiscite. Nous étions face à un piège pour défaire la lutte dans le but de négocier de minables réformes sur le terrain parlementaire. La convocation d'une grève nationale, sans assemblées de base ni préparation sérieuse, est une tentative pour limiter et contrôler la grève générale. La politique du PC est de faire pression sur le gouvernement pour qu'il convoque finalement ce plébiscite, qu'il négocie des réformes mineures dans le cadre des institutions. C'est la ligne qui conduit à la défaite, difficile à faire avaler aux étudiants qui ont débordé la social-démocratie et le stalinisme -y compris quand ils ont rejeté cette politique dans la CONFECH [Confédération syndicale des étudiants chiliens]- et à la base de masse du PS et du PC, mais qui compte s'appuyer sur l'avantage du contrôle majoritaire des syndicats.

Que le plébiscite soit contraignant (comme le défend le MIR [castriste]), cela ne change pas l'essentiel qui vise à diriger le mouvement sur une voie de garage parlementaire.

Programme et tâches de l'heure

Les étudiants luttent pour une réforme éducative conséquente. Beaucoup se demandent pourquoi le gouvernement ne cède pas à cette juste demande et pourquoi le Chili n'adopte pas un « modèle éducatif » similaire à ceux des pays de la région avec une gratuité « très relative », avec quelques efforts budgétaires en plus, etc., exemples qu'avancent les étudiants chiliens pour démontrer qu'une telle réforme est possible. Nous disons, aux côtés des étudiants, que c'est possible mais que *« le possible et l'impossible est une question de rapports de forces »*. Dans le même temps, nous soulignons que toute demande conséquente des travailleurs et des étudiants, comme c'est le cas ici, démontre les limites du capitalisme. En d'autres termes, le gouvernement et le régime défendent la poignée de capitalistes qui dirige l'éducation chilienne et fait des affaires avec le coût de celle-ci, et qui ne cèdera pas si on ne la fait pas céder par une lutte à chaque fois plus forte.

Dans le même temps, nous soulignons les limites de la lutte pour des réformes. À son époque d'agonie, le régime bourgeois est incapable d'accorder des réformes générales, stables, durables, d'élever systématiquement le niveau de vie, le niveau d'éducation, etc. Le capitalisme est un système en décadence. Dans ce sens général, les conquêtes que nous obtenons ne peuvent être que partielles et elles seront systématiquement menacées par la bourgeoisie. Les directions réformistes officielles des travailleurs et des étudiants (PS-PC) veulent faire croire que par le moyen des changements graduels (certains plus, d'autres moins) les travailleurs peuvent accéder à des conditions de vie radicalement différentes, en maintenant le mode de production capitaliste, un capitalisme « humain ». Ceci est le contenu idéologique, programmatique et politique de la « lutte contre le néolibéralisme ». Mais le capitalisme de maintenant ne peut offrir que guerre, répression, faim et dégradation environnementale.

Ainsi, si nous ne pouvons manquer de noter qu'elle est basée sur l'exploitation et la division de classes, l'éducation « plus démocratique » continue d'être profondément inégalitaire et sélective pour les enfants des travailleurs. Et la même chose est vraie à l'égard de la politique vers laquelle le PC oriente ses demandes de caractère économique et social.

Les travailleurs et les étudiants doivent s'orienter pour liquider le régime capitaliste actuel, pour que la classe ouvrière gouverne. À la fausse orientation d'une « démocratie sociale » capitaliste, nous opposons une lutte à caractère ouvrier et socialiste. Lutter pour cette issue nécessite un parti révolutionnaire des travailleurs. [...]

2 septembre 2011

Partido de la Revolución Socialista
(Parti de la révolution socialiste) / Argentine

États-Unis

Ne vous limitez pas à l'occupation : Fermez Wall Street ! Travaillez à la construction d'une grève générale illimitée à l'échelle de tout le pays !


International Trotskyist

(New Series) Vol. 1, Issue 2 • Summer 2010

Journal of Humanist Workers for Revolutionary Socialism • $3.00

INTERNATIONAL NEWS AND ANALYSIS

Imperialism: Hands Off Iran!

Down With "Austerity": We Are All Greek!

HWRS Critique of FLTI

CRISIS OF CAPITALISM IN THE U.S.

Oil Disaster: Capitalists Unfit to Rule

Obama's "Health Care Reform"

Police Brutality in Detroit

Final Sellout of NUMMI Workers

Attacks on Immigrants in Arizona

IN DEFENSE OF PUBLIC EDUCATION

Balance Sheet of March 4th Protests

Education Crisis in Colorado

Oakland Teachers' One-Day Strike

A Progressive Teacher Speaks Out

Le mouvement de protestation « Occupez Wall Street » grandit à New York, se propage à d'autres villes et, plus important encore, commence à s'assurer le soutien du mouvement ouvrier organisé. Enfin, la façon même dont les travailleurs et les travailleuses expriment leur frustration impose aux bureaucrates syndicaux arrogants d'en tenir compte. Un autre mouvement de protestation à long terme a émergé à Washington le 6 octobre. Le slogan *« Du Printemps arabe à l'Automne américain !»* a commencé à se faire entendre dans tout le pays [...]

Comment défendre notre mouvement de façon efficace

Le mouvement « Occupez Wall Street » se définit comme un *« mouvement de résistance sans leader, avec des gens de multiples couleurs, genres et horizons politiques »* et affirme qu'il *« encourage le recours à la non-violence pour assurer un niveau maximum de sécurité à tous les participants. »* De façon similaire, le site Octobre 2011 revendique *« une culture de résistance »* basée sur *« l'action directe non-violente. »*

Comme les contestataires de New York en ont déjà fait l'expérience (au prix de nombreux matraquages, charges aux gaz lacrymo et arrestations et ce, malgré l'absence de provocations), les mouvements de masse, aussi non-violents soient-ils, sont toujours confrontés à la réponse violente de ceux dont le travail est de protéger et de servir les riches et les puissants. Et ne nous y trompons pas : plus ils auront de succès (plus ils menaceront le pouvoir de l'élite), plus la répression deviendra violente. Au cours du mouvement ouvrier des années 1930, du mouvement pour les droits civiques des années 1960 et du mouvement anti-guerre des années 1970, les efforts de non-violence mis en œuvre par les masses pour se prendre en charge et revendiquer leurs droits ont fait l'objet de contre-mesures brutales. L'histoire démontre que si la résistance de masse continue à grandir et à se renforcer, l'État capitaliste et ses alliés n'hésiteront pas à prendre des vies afin de démoraliser et vaincre le mouvement. Souvenons-nous du massacre perpétré le Jour du Souvenir de 1937 ! Souvenons-nous de Goodman, Chaney et Schwerner ! Souvenons-nous de Kent State ! Souvenons-nous des innombrables vies perdues dans le Printemps arabe !

Pour évaluer le mouvement « Occupez Wall Street », nous devons nous demander combien de temps un « mouvement de résistance sans leader », et plus particulièrement un mouvement acquis à la non-violence, pourrait survivre et perdurer face à des attaques de cette ampleur. Nous sommes heureux d'apprendre que, selon une information récente, quelques membres des forces armées se sont joints aux protestataires, s'engageant à les protéger, puis que le syndicat des travailleurs des transports en commun a refusé de participer à l'acheminement des personnes arrêtées. C'est un bon début. Mais ça n'est pas suffisant.

Les révolutionnaires ne prônent ou n'initient aucun acte isolé et gratuit de violence agressive tels que le pillage ou le vandalisme. De tels comportements n'attirent que la répression de l'État et fournissent aux médias contrôlés par les capitalistes une excuse pour, dans la foulée, condamner le message ainsi que le messager. Comme nous l'avons vu lors du mouvement en Grande Bretagne l'été dernier, toutefois, lorsque les pauvres et les opprimés, spécialement les jeunes de couleur, en ont ras le bol de la brutalité dont fait preuve la police raciste, il devient alors légitime pour eux d'exprimer leur frustration par des actions de masse menées contre des cibles qui symbolisent la richesse, les privilèges et le pouvoir de l'élite. Au lieu d'une violence individualisée qui frappe au hasard, les révolutionnaires privilégient l'utilisation de moyens disciplinés et organisés d'action directe de masse tels que les grèves et l'occupation des lieux de travail.

Les révolutionnaires ne se font aucune illusion sur l'efficacité à long terme de la non-violence ou sur la prise de décision sans leader et basée sur le consensus. L'absence de leader laisse un vide qui profite à la cooptation et aux trahisons des forces réformistes, comme ce fut le cas dans le Wisconsin. Au contraire, nous prônons l'établissement d'un leadership démocratiquement élu par tous les secteurs de la classe ouvrière et ses alliés, et acquis à l'action politique indépendante, à l'abri de l'influence des bureaucrates syndicaux et des politiciens capitalistes « progressistes ». De plus, notre mouvement doit acquérir les moyens, compétences et l'organisation indispensables pour nous défendre et défendre nos actions, de la police et autres agents de l'État capitaliste, y compris des bandes radicales d'extrême droite. Cela implique de gagner l'adhésion de ceux qui ont des compétences militaires et d'auto-défense pour organiser, former et déployer des groupes de défense des travailleurs partout et à chaque fois que cela s'avérera nécessaire et répondre aux attaques violentes par la force, si besoin. Les vétérans militaires et les membres des forces armées sans affectation devraient être encouragés à rompre avec leurs pa-

trons du Pentagone et à participer à cette entreprise. Le mouvement ouvrier ainsi que la communauté noire et les autres minorités ethniques doivent s'unir avec les étudiants, les jeunes et les chômeurs pour construire des groupes d'auto-défense unifiés et disciplinés afin de protéger nos actions de rue, occupations et actions de grève (de même que les communautés opprimées) des violences de la police ou de l'extrême droite.

Comment attaquer le capitalisme à la racine ?

Nous défendre aidera à empêcher le mouvement de se désintégrer, mais cela ne nous permettra pas de retourner l'attaque contre les ploutocrates. « Occupez Wall Street » ne fermera pas le système. Quelle est la façon la plus efficace pour y parvenir ? La réponse consiste à identifier la seule chose pour laquelle le capitalisme a besoin de nous : notre travail. L'arme la plus efficace dans cette lutte est notre capacité à refuser d'autoriser les ploutocrates de l'entreprise à tirer avantage de notre travail, c'est-à-dire à nous mettre en grève. Le peuple égyptien le sait bien : les occupations de la place Tahrir étaient soutenues par des grèves ouvrières dans tout le secteur industriel égyptien. Pour réussir, nous devons suivre leur exemple !

Pour gagner ce combat une fois pour toutes, il nous faut faire évoluer le mouvement « Occupez Wall Street » en groupes d'assemblées populaires et ouvrières réparties dans tout le pays, qui se rencontrent pour planifier et préparer une grève générale et illimitée à l'échelle du pays, y compris l'occupation physique et la défense des usines, des bureaux et autres lieux de travail. Des assemblées locales des travailleurs, soutenues par les jeunes, les chômeurs et les communautés opprimées doivent mandater des comités de grève issus des militants mobilisés afin qu'ils se rendent sur tous les lieux de travail pour organiser des réunions, aider à mettre en place des comités de base, des élections des représentants ainsi que des réseaux et construire le soutien nécessaire pour transformer les occupations en quelque chose de beaucoup plus efficace : une grève générale politique à l'échelle du pays dont le but est de prendre le pouvoir pour le confier aux travailleurs et à leurs alliés. Les grèves seules ne sont pas une panacée mais des développements organisationnels tels que celui-ci peuvent poser les fondations requises pour la construction d'un parti ouvrier de masse ; non pas un parti électoral mais un corps unifié qui se bat pour l'instauration d'un gouvernement des travailleurs capable de saisir le capital fixe ainsi que le capital financier et d'organiser le travail selon un système subordonné à l'autogestion des travailleurs, à la planification par les travailleurs de la satisfaction des besoins humains, et au contrôle démocratique des travailleurs.

Et, puisque le capitalisme est un système planétaire, il nous faut établir des liens avec nos camarades travailleurs et travailleuses au niveau international. De même que « Occupez Wall Street » a été inspiré par le Printemps arabe, nous devons joindre nos forces avec les mouvements de masse. Il nous faut être une source d'inspiration pour, et être inspirés par les mouvements de masse des travailleurs et des travailleuses en tous lieux. Nous sommes tous opprimés par le même tyran : le système capitaliste ! Nous devons tous œuvrer ensemble pour le renverser et le remplacer par un système qui se concentre sur la satisfaction des besoins humains, l'amélioration de la qualité de vie de tous et la remise en état de notre planète déjà bien abîmée, plutôt que sur l'accumulation des profits, des privilèges et du pouvoir dans les mains de quelques-uns.

Quelques objectifs programmatiques que nous demandons instamment à « Occupez Wall Street » d'adopter :

1. Plein emploi au taux syndical en vigueur pour tous ceux qui peuvent et souhaitent travailler. Pas de réductions budgétaires ! Pas de plans d'austérité ! Rétablissez et augmentez les budgets pour tous les services publics ainsi que les prestations sociales ! Pension complète et pleine couverture médicale pour tous les travailleurs à la retraite, qu'ils soient issus du secteur public ou privé. Pour assurer le plein emploi, le principe de trente heures de travail pour un salaire de quarante heures doit être adopté pour distribuer le travail disponible entre tous et compenser l'augmentation du taux de productivité de ces 50 dernières années dont s'est servi le capital pour maintenir des taux de chômage élevés et des salaires réels plus bas.

2. Les sociétés en difficulté (tant dans le secteur financier qu'industriel) doivent passer sous le contrôle des travailleurs (nationalisations) sans compensation afin de permettre un accès adéquat au crédit et pour remettre l'industrie sur les rails. Par exemple, les trois grands constructeurs automobiles américains ainsi que les unités de production des constructeurs étrangers situées sur le territoire national, doivent passer sous le contrôle des travailleurs. C'est seulement alors que l'industrie pourra être rationnellement planifiée afin d'assurer le réaiguillage de la production pour alimenter, en tout premier lieu, une infrastructure énergétique et de transports publics qui puisse circonvenir les besoins d'une production automobile excessive et le gaspillage proportionnel de carburant. La production de voitures électriques non-polluantes, par exemple, doit être planifiée et coordonnée sous le contrôle des travailleurs comme un premier pas vers la prévention des catastrophes environnementales dont le réchauffement climatique nous menace.

3. Arrêt des licenciements ! Lorsque les patrons annoncent des licenciements ou tentent de fermer un lieu de travail, les travailleurs doivent occuper les usines et les lieux de travail et instituer un contrôle ouvrier. Élaborons un réseau massif de lieux de travail occupés qui seront les organes démocratiquement gérés d'une économie rationnelle planifiée naissante.

4. Le logement est un droit ! Cessez toutes les saisies et expulsions. Relogez dans des logements

laissés vacants suite aux saisies et à la chute du marché de l'immobilier les sans-abris et ceux qui vivent dans des logements surpeuplés. De grands projets de chantiers publics visant à construire des logements adéquats pour tous et à fournir aux gens du travail dans la construction de logements socialement nécessaires doivent être financés par une industrie bancaire nationalisée et coordonnée sous le contrôle des travailleurs.

5. Éducation publique universelle de qualité et gratuite depuis la crèche et l'âge préscolaire jusqu'aux études supérieures. Les travailleurs et les travailleuses savent que sans une bonne éducation, nos enfants n'ont pas d'avenir. Pour faire face à la crise économique et environnementale actuelle, le potentiel intellectuel de chacun doit être cultivé. Par l'éducation, nous pouvons construire une économie rationnelle et débarrasser le monde de la pauvreté et du travail pénible. L'éducation doit être placée sous le contrôle des enseignants, des parents et des étudiants ou élèves suffisamment âgés pour participer. De cette façon, nous assurerons une éducation de qualité et non la sous-éducation, la prolifération des évaluations et la propagande de notre classe dirigeante qui gangrènent nos établissements publics aujourd'hui.

6. Les soins médicaux universels de qualité et gratuits depuis l'âge prénatal jusqu'à la tombe se font attendre depuis longtemps. Chaque personne doit pouvoir bénéficier des progrès de la science médicale et avoir accès aux divers traitements actuellement disponibles. Les compagnies d'assurance ne doivent avoir aucune « place autour de la table ». La seule façon de fournir un système de soins médicaux de qualité pour tous est de le soustraire à la logique du profit. Pour établir un système démocratique de soins médicaux, toutes les institutions médicales doivent être placées sous le contrôle des travailleurs (médecins, infirmiers, personnel) avec la participation de la communauté des patients.

7. Cessez les attaques contre les travailleurs sans papiers ! Cessez les descentes des Unités de Contrôle de l'Immigration ! Droit au travail sans restrictions pour tous les travailleurs ! Pour mettre un terme à la fuite des capitaux à travers la solidarité ouvrière par delà les frontières, nous exigeons : même travail, même contrat, mêmes salaires et conditions de travail ! À bas les maquiladoras ! Ouvrez toutes les frontières. Pour le droit de tous les travailleurs de traverser les frontières, de chercher du travail et d'établir leurs foyers sans restrictions ou arrestations. Libérez tous les travailleurs sans papiers actuellement incarcérés.

8. Troupes US hors d'Irak, d'Afghanistan, du Pakistan et du reste du monde. À bas l'oppression impérialiste ! La défaite de l'impérialisme est une victoire pour les travailleurs et les opprimés de la terre.

9. Nous ne pouvons compter sur Obama et les capitalistes pour nettoyer l'environnement et prévenir le catastrophique réchauffement climatique. Pour eux, le profit passe toujours avant l'environnement et les besoins des travailleurs. Mais le temps nécessaire pour mettre fin au réchauffement climatique commence à manquer. La classe ouvrière doit combiner sa lutte contre l'exploitation capitaliste et contre la crise économique actuelle en ayant conscience des enjeux environnementaux. Nous devons nous battre pour le contrôle ouvrier de l'industrie de façon à transformer les technologies de production industrielle actuelles, qui sont dépassées, en technologies totalement vertes et compatibles avec un développement durable.

10. Rompez avec les Démocrates. Pas d'alliances de classes avec les Démocrates et les politiciens procapitalistes du Parti Vert (Green Party). Luttons pour remplacer les bureaucraties syndicales qui versent nos cotisations au Parti Démocrate capitaliste. Battons-nous pour l'indépendance politique de la classe ouvrière. Il nous faut construire un parti des travailleurs ou parti du travail basé sur des syndicats et des organisations de chômeurs et d'opprimés, gérés démocratiquement.

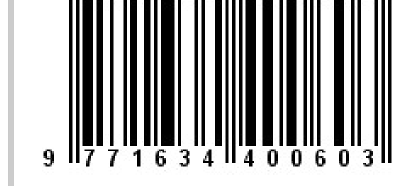
11. Construisez un gouvernement des travailleurs qui ait les moyens de mettre effectivement en oeuvre et de défendre toutes ces propositions. Pour atteindre nos buts, les travailleurs et les travailleuses ont besoin de leur propre gouvernement. Si nous permettons aux capitalistes de contrôler l'État par l'intermédiaire de leur gouvernement, ils continueront à attaquer et en fin de compte à détruire les rares acquis sociaux gagnés par le passé qui restent encore en vigueur (sécurité sociale, soins médicaux). Pour défendre nos acquis, il nous faut le pouvoir des travailleurs.

11 octobre 2011

Humanist Workers for Revolutionary Socialism (Travailleurs humanistes pour le socialisme révolutionnaire) / États-Unis

RÉVOLUTION SOCIALISTE
organe du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS
Site du CRP Pérou
luchamarxista.blogspot.com
Site du GKK Autriche
www.klassenkampf.net
Site du GB
revolution-socialiste.info



Directrice de la publication
ML Herblot
RS36.12
ISSN
1634-4006

Mayotte
Grève générale contre la vie chère

Pour la baisse des prix des produits du quotidien

Depuis le 21 septembre, un mouvement de protestation contre la vie chère à Mayotte mobilise la population de cette île de l'archipel des Comores. En une semaine, il a muté en une grève générale, à cause de la détermination des pauvres à obtenir satisfaction et des gommes cognes, lacrymogènes et autres blindés que la « mère Patrie » a rapidement déployés.

Pour l'heure, la répression a fait déjà un mort, Ali El Anziz, 39 ans, tué par un tir de flash ball en plein cœur, des blessés graves dont un enfant, des dizaines de manifestants arrêtés.

Marches de 3 000 personnes à Mamoudzou les 27 et 28 septembre, grève massive des salariés de tous les secteurs, occupations de bâtiments publics, fermeture des magasins, barrages, affrontements avec la police et la gendarmerie, les travailleurs et les jeunes mahorais mènent une lutte de classe, avec les moyens dont usent les exploités et les opprimés partout dans le monde. La grève générale aux Antilles en 2009 a arrosé tous les sillons des colonies françaises, rebaptisées département ou pas.

60 % d'augmentation officielle du coût de la vie

À Mayotte, 54 % de la population ont moins de 20 ans et 41 % d'entre eux sont au chômage, comme la moitié des femmes qui réclament du travail ; au total 27 % des Mahorais sont chômeurs. Pour ceux qui ont un emploi, le salaire minimum mahorais est inférieur de 15 % au smic français pour une même durée de travail hebdomadaire. Un quart de la population, selon l'INSEE, vit sous le seuil de pauvreté, dans des bidonvilles ; une partie seulement des prestations sociales versées en France le sont à Mayotte et leur montant est moindre. Les postes hautement qualifiés sont tenus quasi exclusivement par des cadres venus de France, tandis que les investissements pour l'instruction publique restent indigents.

Ce territoire détient également le triste record des expulsions de « *clandestins* ». Le représentant de l'État français à Mayotte, le préfet Degos, judicieusement caillassé le 5 octobre, a essayé, comme ses prédécesseurs, d'accuser les « *étrangers* » d'appauvrir Mayotte. En réalité, parmi ces « *étrangers* », un tiers est né à Mayotte, donc sont plus natifs que lui ; les autres viennent d'autres îles des Comores, ce qui fait quand même plus près que Paris. Diviser le prolétariat, lui désigner de faux responsables de sa misère, une tactique habituelle du capital.

Les fauteurs de vie chère s'appellent Casino (Vendémiaire), Bouygues (Colas), Vinci (SOGEA), Suez, Total, les grands groupes capitalistes mondiaux, souvent cachés sous des noms locaux ou de filiales. Les Mahorais leur doivent le carton d'ailes de poulet, base de l'alimentation, à 24,21 euros les 10 kg contre 15,90 euros à La Réunion, la bouteille de gaz trois fois plus chère qu'en France, etc.

Les négociations ont commencé

Les médias en France ne donnent aucun écho au légitime mouvement qui mobilise Mayotte. La ministre sarkozyste de l'Outre-mer (!), Marie-Luce Penchard, accuse les grévistes et les manifestants de « *fragiliser le tissu économique* » et de « *menacer les emplois* », ce qui ne manque pas d'aplomb dans une île où la moitié de la population en est privée. Les corps répressifs poursuivent les interpellations, les violences sur les manifestants.

Le 3 octobre, des négociations s'ouvrent à la préfecture. Sont présents, sous l'égide du préfet, les représentants du patronat et de l'intersyndicale CGT Ma, CISMA/CFDT, UTFO, CFE CGC, Syndicat autonome des enseignants de Mayotte qui a appelé aux manifestations avec les associations de consommateurs (ASCOMA, AFOC), le Collectif des citoyens perdus et la Société civile solidarité mahoraise.

Les discussions sont interrompues le soir même, devant l'intransigeance patronale. Les revendications portent sur le coût de l'alimentaire, l'énergie, l'eau, la santé, les transports... plus de 250 prix qui ont flambé. Reprises le 5 octobre, elles vont aboutir à la promesse d'une réduction des prix de 10 % sur les ailes de poulet, le riz et les sardines. À la sortie, les manifestants rassemblés jugent le résultat très insuffisant et refusent la signature d'un accord.

La grève, les manifestations, le blocage des magasins, des voies de circulation se poursuivent sous menaces et violences policières, pendant presque deux semaines. Le mouvement a besoin pour progresser de se doter de ses organes de lutte : comités de grève, comités de réquisition et de répartition de la nourriture, des logements... C'est le moyen aussi de contrôler l'intersyndicale, ce qui n'est pas du luxe, quand, par exemple, elle demande à Sarkozy la nomination d'un médiateur, quand elle calque ses initiatives sur celles du préfet : consultation des « *vieux sages* » dont sénateurs centriste et UMP, dignitaires religieux, chantres du rattachement à la France...

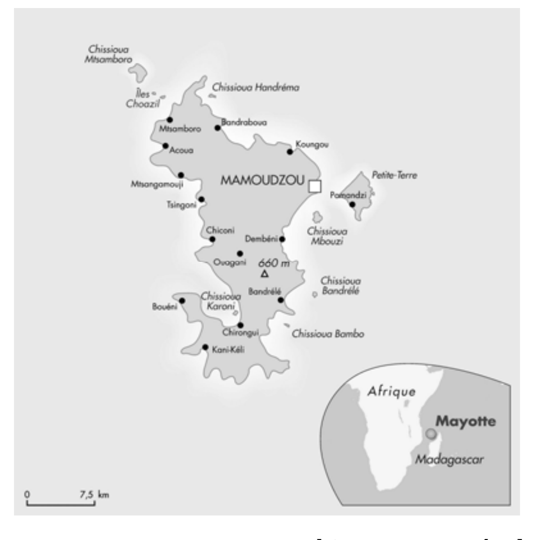
Est-ce leur sagesse qui a prévalu? En tout cas, le 20 octobre, le représentant de FO signe un accord avec le patronat, que la CGT n'avalise pas, au dernier moment :

> *Nous étions sur le point de signer. On avait trouvé un accord sur les huit produits déjà négociés. Pour les trois restants, le sable, la viande et le gaz on était d'accord avec les patrons pour qu'ils soient étudiés par l'Observatoire des prix pour voir comment les prix sont construits et voir où on peut baisser. Mais au moment de signer les patrons ont demandé que l'accord soit pour trois*

> *mois. On ne fait pas trois semaines de grève pour un accord qui dure trois mois.* (Kamiloudine Djanffar, secrétaire général adjoint de la CGT Ma, *Malengo Actualités*, 20 octobre 2011)

Front syndical rompu, acceptation par les représentants syndicaux d'écouter les démonstrations d'experts prouvant comme les marges et les taxes sont justes (*Observatoire des prix*), la ministre pense pouvoir reprendre la main, en nommant un « médiateur » pour remplacer le préfet Degos, prématurément usé...

> *Ce sera donc le chef de service de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et répression des fraudes (DGCCRF), Stanislas Martin, qui arrivera dès lundi matin à Mayotte « pour participer au prochain observatoire des prix et des revenus » puisque les pourparlers entre syndicats et distributeurs se déroulent maintenant dans ce cadre.*
>
> *Stanislas Martin avait été nommé lors du Conseil interministériel de l'Outremer du 6 novembre 2009 "coordonnateur des enquêtes de concurrence pour l'ensemble de l'Outremer", il « sera chargé d'établir un rapport faisant un diagnostic sur la formation des prix des produits de première nécessité à Mayotte ». Ce rapport pourra ensuite servir de base pour des négociations sur les prix.* (*La Lettre de Malango*, 20 octobre 2011)



La victoire de la grève générale à Mayotte, contre la vie chère, exige que la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse de Mayotte s'organisent, sans rien attendre des hauts fonctionnaires qui sont là pour protéger les profits des patrons de la grande distribution et d'ailleurs, les ententes entre capitalistes sur le dos des masses ; en surveillant de près ceux qui disent parler en leur nom.

Solidarité ouvrière !

En France, Force ouvrière a estimé que *«à ce jour, l'accord sur la vie chère doit être considéré comme la première étape d'un travail qui se veut sincère et constructif pour l'évolution à la baisse des prix à Mayotte.* [Il est] *de nature à apaiser le climat social en matière de prix à la consommation»* (*Communiqué*, 20 octobre).

La confédération dirigée par Mailly, toujours prompte à se draper dans « l'indépendance syndicale », prêche la confiance dans les patrons, la collaboration entre les intérêts des faiseurs de vie chère et les ventres creux. *Sincère* Mailly ? *Constructif* ?

La CGT décide qu'une délégation se rendra à Mayotte lundi 24 octobre :

> *Un mort, un enfant grièvement blessé par les forces de l'ordre, interpellations et arrestations des manifestants, trois semaines de grèves générales... et pas ou peu de solutions en vue pour répondre aux légitimes revendications des salariés et de la population mahoraise : cela suffit !*
>
> *Visiblement, le gouvernement n'a pas tiré les enseignements des conflits qui ont éclaté dans les pays d'outre mer en 2009 et qui portaient précisément sur les mêmes revendications soutenues aujourd'hui par les organisations syndicales et associations de consommateurs mahoraises : le prix des produits de première nécessité est inacceptable, l'indemnisation des chômeurs quasi inexistante et le montant des retraites misérable.*
>
> *Contrairement à ce qu'affirme la ministre de l'Outre Mer, le gouvernement peut résoudre la question de la cherté : l'article L410-2 du Code du Commerce permet de réglementer les prix par décret dans des situations comme celles qui se présentent à Mayotte.*
>
> *Il est temps que le gouvernement s'applique à dénouer une situation qui se tend un peu plus chaque jour, en mettant rapidement au pas les patrons de la grande distribution. Parallèlement, il doit être mis fin immédiatement aux brutalités et violences policières, pratique totalement inacceptable.*
>
> *La population qui s'était massivement prononcée en mars 2009 pour que Mayotte devienne le 101ème département français s'attendait à plus d'égards de la part de l'État français.* (*Communiqué*, 20 octobre)

Les travailleurs et les jeunes mahorais devraient espérer dans ce gouvernement, neutre sans doute ? Sarkozy serait un arbitre, neutre également ? Pas l'ami personnel des grands patrons et accessoirement le président UMP de la 5e république ? La voie que montre la direction de la CGT est sans issue, elle n'œuvre pas pour la victoire de la grève (que Thibault préfère au pluriel) jusqu'à satisfaction des revendications.

Il est indispensable que les partis et syndicats ouvriers convoquent partout des manifestations de soutien à la grève générale initiée à Mamoudzou contre la cherté de la vie.

La responsabilité de Thibault et des dirigeants de tous les syndicats implantés chez Casino, Total, EDF Suez, est d'appeler en France les ouvriers, les employés de ces grands groupes dont les capitalistes soumettent les masses de Mayotte, à la grève totale pour la baisse des prix. S'ils voulaient que soient jetées dans la bataille la force du prolétariat, la vraie solidarité ouvrière, ils laisseraient tomber « l'article L410 », le Code du commerce avec, et mettraient les syndicats au service du combat contre le capital, par delà les frontières.

Le pogrom anti-arabe du 17 octobre 1961
La police française assassine trois cents travailleurs

Il y a cinquante ans, alors que s'achevait la guerre d'Algérie, la police de la République bourgeoise massacrait dans ses locaux et dans les stades ou jetait à la Seine près de trois cents Algériens, pour la plupart des ouvriers.

L'État bourgeois impose un couvre-feu aux travailleurs algériens

Depuis au moins 2 ans, l'impérialisme français avait compris qu'il lui faudrait entériner l'indépendance de l'Algérie, mais le gouvernement De Gaulle entendait se présenter en position de force dans les négociations avec l'organisation nationaliste hégémonique, le Front de libération nationale (FLN), notamment sur la question du Sahara. Parallèlement, il avait à faire face à l'Organisation armée secrète (OAS) qui regroupait des partisans du maintien du joug colonial et il lui fallait éviter que l'armée et la police ne basculent vers celle-ci. Pour ces raisons, il était sensible aux exigences des « syndicats » de police qui réclamaient, entre autres, la mise en place d'un couvre-feu pour les *« Français d'origine africaine »*.

Le préfet de police Maurice Papon n'est pas un inconnu, depuis longtemps il fait partie du personnel politique de la bourgeoisie, c'est le même qui, préfet de Bordeaux, a organisé les rafles des Juifs du Vel d'hiv à l'été 1942 pour le compte de l'État nazi. Ce haut fonctionnaire a bénéficié de toutes les complicités des hautes sphères de l'État pour passer au travers des mailles de l'épuration après la Deuxième guerre mondiale et continué sa brillante carrière sous la 5e République.

Le 5 octobre, sous prétexte de *« mettre un terme aux agissements criminels des terroristes algériens »*, Papon fait diffuser par la presse un communiqué qui conseille *« de la façon la plus pressante aux travailleurs algériens de s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne, et plus particulièrement de 20h30 à 5h30 du matin... »*, qui recommande *« aux Français musulmans de circuler isolément, les petits groupes risquant de paraître suspects aux rondes et patrouilles de police... »* et qui décrète que *« les débits de boissons tenus et fréquentés par les Français musulmans d'Algérie doivent fermer chaque jour à 19 heures »*.

Les organisations ouvrières, partis et syndicats, ne réagissent pas.

Seule la fraction immigrée de la classe ouvrière est appelée à se mobiliser

Le FLN de France décide d'appeler à manifester contre ces mesures d'exception. Mais, comme organisation nationaliste, il ne s'adresse qu'aux Algériens. Le mot d'ordre de manifestation est communiqué à la base le jour dit (afin que la police soit au courant le plus tard possible).

Le 17 octobre 1961, plusieurs milliers de travailleurs originaires d'Afrique du Nord, s'apprêtent donc à manifester dans la capitale. Ils entendent protester contre le couvre-feu au faciès que la préfecture de police veut leur imposer. Le caractère obligatoire que le FLN a donné à son mot d'ordre n'explique pas à lui seul la mobilisation et la participation massive aux différents cortèges de la manifestation. Lassés de subir des conditions de vie déplorables et de faire face à un harcèlement policier quotidien, de nombreux travailleurs originaires du Maghreb se saisissent de ce mot d'ordre.

Selon le FLN, la manifestation doit rester pacifique, face à une police raciste et armée. L'appel précise qu'il est interdit *« de prendre une arme avec soi quelle qu'elle soit... »* et qu'il ne faut *« répondre à aucune provocation »*. Dans l'après-midi, entre 25 et 40 000 Algériens venus des bidonvilles de Nanterre, Bezons, Courbevoie, Colombes et Puteaux, des banlieues d'Asnières, de Gennevilliers ou de Clichy, du quartier de la Goutte d'or à Paris, souvent habillés comme un dimanche, convergent vers les points de rassemblements prévus par le FLN : Pont de Neuilly-Etoile, Grands Boulevards, Saint-Germain-Saint Michel.

Les lynchages et les noyades du 17 octobre 1961

Les forces de police ont reçu la consigne d'appréhender les manifestants, de conduire les hommes au Palais des sports, les femmes et les enfants au poste de police de la rue Thorel, dans le 2e arrondissement.

Le 17 octobre au soir, dans la capitale, les *« forces de l'ordre »* de la police parisienne et de ses supplétifs FPA (force de police auxiliaire constituée de *« musulmans »* d'Algérie encadrée par des officiers de l'armée française) embarquent les manifestants avant qu'ils ne se soient rassemblés. Dans la rue, dans les gares, dans le métro, les rafles s'organisent.

Là où des cortèges parviennent à se former, ils sont réprimés avec une extrême violence par une police déchaînée. Sur les grands boulevards, la police tire sur les manifestants ; dans le Quartier latin, où un autre rassemblement a réussi à s'agréger, les policiers encerclent les manifestants avant de les charger et de les frapper. Un certain nombre d'entre eux se jette dans la Seine depuis le Pont Saint-Michel pour échapper à leurs coups, d'autres sont balancés froidement à l'eau par des policiers. Dans le secteur de Saint-Sulpice aussi, des coups de feu sont tirés.

Dans la cour de la préfecture de police de l'Ile de la Cité, les 1 200 manifestants appréhendés sont reçus à coups de matraque par des *« comités d'accueil »*. Vingt blessés graves, souvent victimes de traumatis-

me crânien, doivent être évacués vers l'Hôtel-Dieu et d'autres hôpitaux.

Au pont de Neuilly, un cortège d'environ 10 000 manifestants est bloqué par les forces de police épaulées par une section de la FPA. Dans la soirée, des coups de feu seront tirés faisant plusieurs morts et des travailleurs algériens seront jetés dans la Seine depuis les ponts de Neuilly, d'Argenteuil et d'Asnières.

Les Algériens qui réchappent, arrêtés, matraqués sont entassés dans les autobus de la RATP qui ont été réquisitionnés pour transporter les manifestants, comme ils l'avaient été à l'été 1942 pour transporter les Juifs. Entre 17 heures et minuit, près de 7 000 seront conduits au Palais des Sports dans des conditions telles que certains vont périr durant le transport. Dans les heures suivantes, 2 600 autres seront emmenés au Stade Pierre de Coubertin après passage à tabac dans des commissariats de quartier.

Au cours de la nuit, la police de la République opère officiellement 11 538 arrestations. Papon publie, dans la nuit, un communiqué indiquant qu'une « *manifestation imposée par le FLN à la population algérienne* » a été *« dispersée »*. Il fera état de deux morts et de plusieurs blessés, « *la police ayant dû riposter à des coups de feu* ». Les autorités françaises ne reconnaîtront que 3 morts et 64 blessés.

Il y aura encore des arrestations après le 17 octobre, des descentes de police dans les bidonvilles de la banlieue parisienne, des milliers d'Algériens continueront d'être placés en détention et les violences se poursuivront dans les centres d'internement. Des détenus seront encore battus, violentés, noyés ou expulsés. Certains seront retrouvés pendus près du « Centre d'identification et de vérification » de Vincennes.

L'absence de riposte de la part des organisations ouvrières majoritaires

Les organisations trotskystes et anarchistes, à la mesure de leurs forces, ont dénoncé ce crime d'État. À l'appel de l'UNEF, 10 000 étudiants ont défilé le 18 novembre. Des artistes tenteront de dire la vérité sur cette boucherie comme le photographe Elie Kagan et le cinéaste Jacques Panijel qui a tourné clandestinement *Octobre à Paris*, entre octobre 1961 et avril 1962, film interdit par la censure de la « démocratie » française.

Les partis d'origine ouvrière et les syndications feront le minimum. Pas une minute de grève nationale n'eut lieu pour tous ces assassinés. Seul un meeting de protestation sera organisé à la Mutualité.

Un communiqué CGT appellera *« réprouver les violences, et à la solidarité avec les travailleurs algériens »*. Le PCF dénoncera *« la brutalité de la police »* et demandera aux travailleurs français de se sentir menacés par des « *mesures à caractère fasciste prises à l'égard de travailleurs algériens, ces mesures pouvant demain être étendues à eux* . Ce qui est une bien étroite conception de la solidarité de classe.

Pourtant, après le 17 octobre, beaucoup de travailleurs algériens ne reviendront pas dans leurs ateliers. « *Violences* », « *brutalités* », le vocabulaire utilisé pour dénoncer la répression restera très mesuré. Prudent, le PCF ne veut pas se voir menacé par l'État pour une question qu'il voyait déjà en 1956 comme secondaire par rapport aux enjeux de la politique en France. La déclaration du PCF se gardera bien d'appeler à une manifestation, oubliant même l'aspiration du peuple algérien à obtenir son indépendance.

Le Bureau confédéral de la CGT se contentera de déclarer que *« partout, dans les entreprises et les localités, les organisations confédérées doivent prendre l'initiative et mener le combat avec ardeur et dans l'unité... »*. Il est question des *« événements qui ont marqué la manifestation du 17 octobre... »*, comme De Gaulle et sa télévision parlaient « *des évènements d'Algérie* » quand l'État colonial y déchaînait une guerre sanglante. Ni le PCF, ni la CGT ne parlent de crimes, d'assassinats.

Seuls quelques débrayages auront lieu en Région parisienne, à l'appel de la CGT et de la CFTC, à Thomson Gennevilliers, à la Saviem à Saint Ouen, à La Courneuve, chez Dassault à Boulogne où chez Renault, où seul le personnel du CE débrayera. Dans ces usines, les ouvriers originaires d'Algérie étaient très nombreux et fortement syndiqués à la CGT. Aucun mouvement d'ensemble face au crime perpétré contre la fraction de la classe ouvrière la plus vulnérable. Les masses ouvrières ne seront pas appelées à se mobiliser. Aucune organisation ne prendra la responsabilité d'une initiative nationale. Une telle abstention vaut complicité.

Le poison du chauvinisme

La faiblesse de la réponse au massacre des travailleurs algériens, comme avant, en 1947, face aux massacres de Sétif et Guelma tranche avec les réactions qui seront celles du PCF et de la CGT après la manifestation du 8 février 1962 au cours de laquelle 8 personnes seront tuées par la police à la station de métro Charonne (un neuvième manifestant décédant des suites de ses blessures le mois suivant). La riposte qui sera organisée par les organisations ouvrières sera massive : plus de deux millions de grévistes et près de 500 000 personnes aux obsèques. Il faut dire qu'aucune victime n'était arabe, toutes étaient syndiquées à la CGT et pour 7 d'entre elles, membres du PCF.

La tuerie du 8 février 1962 occultera celle du 17 octobre 1961. Chaque année, les victimes de Charonne seront légitimement honorées par la CGT et le PCF, mais pas un mot, pas une larme au fil des années pour les assassinés arabes de cette nuit d'automne 1961.

Deux ans plus tôt, au Congrès confédéral de la CGT, Aboubekr Belkaïd, un des responsables de la Fédération de France du FLN, ouvrier chez Renault, avait critiqué l'attitude des directions ouvrières, au premier rang desquelles la CGT, dans les termes suivants :

Au lieu d'amener les travailleurs à prendre position contre la guerre d'Algérie tout simplement parce que la guerre, surtout coloniale, se trouve en contradiction flagrante avec les principes de la classe ouvrière. Non. Les travailleurs, face au problème, ont été habitués à prendre une position déterminée avant tout par intérêt. Puisque le slogan : « la guerre d'Algérie coûte cher » passe en premier, ils sont appelés à lutter contre cette guerre parce qu'elle menace leur niveau de vie. [...]

Et nous, depuis des années, nous attendons la fameuse prise de conscience des années de répression barbare, des années d'humiliation, des années de souffrance, qui succèdent à un siècle et quart de domination coloniale. Le peuple français est témoin de la répression journalière qui s'abat sur l'émigration algérienne. À la Régie Renault, des syndicalistes algériens sont arrêtés par la police sur leur poste de travail, avec la complicité de la direction, et devant leurs camarades de travail [...] des travailleurs français, travaillant avec des Algériens, exploités tous au même titre par le même patron, sont envoyés en Algérie, pour faire la guerre aux frères et aux enfants de leurs camarades de travail, avec lesquels ils ont mené la lutte ensemble, dans la même usine, contre le même patron.

Le mal vient du fait que le syndicalisme français n'avait pas préparé la classe ouvrière aux problèmes coloniaux du 20e siècle [...] Il faut qu'un autre effort soit fait par vous, représentants des travailleurs ; un effort qui dépasse le stade des slogans, un effort qui attaque directement la cause de toutes les difficultés actuelles des travailleurs, [...] la guerre d'Algérie [...]. Il faut mener une action énergique devant les travailleurs, leur montrer l'exemple de ceux qui refusent de faire la guerre au peuple algérien.

L'État bourgeois sert d'abord à réprimer

Le préfet Maurice Papon, le Premier ministre Michel Debré, le ministre de la Justice Roger Frey ont autorisé les massacres en assurant, par avance, les policiers de l'impunité. Ils ont agi en représentants directs de Charles De Gaulle, pour servir les intérêts généraux du capitalisme français. Le pogrom anti-arabe d'octobre 1961 n'est pas une bavure, l'extrême violence anti-algérienne qui se déchaîne au cours des mois de septembre et d'octobre 1961 n'est pas le fait d'extrémistes incontrôlables au sein de la police mais l'instrument d'une politique élaborée par le gouvernement De Gaulle-Debré.

La police est dans son rôle lorsqu'elle effectue des rafles, contrôle l'identité au faciès et fiche les Algériens. Elle était déjà dans son rôle lorsqu'elle exécuta froidement, au moment de la dispersion, six Algériens du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) qui défilaient derrière les organisations françaises, lors d'une manifestation appelée par le Mouvement de la paix, le 14 juillet 1953.

L'armée qui avait réprimé et torturé en masse les Arabes qui se battaient pour l'indépendance de leur pays était bien l'héritière de la guerre d'Indochine et, antérieurement de l'écrasement de la Commune de Paris en 1871.

La police, comme l'armée, n'est rien d'autre que *« cette force spéciale armée et séparée du reste de la population »* comme disait Lénine, destinée à maintenir en place l'ordre bourgeois, c'est-à-dire le pouvoir de la classe capitaliste sur le prolétariat.

À l'heure où les Mélenchon, Mailly, Thibault, Montebourg et consort prônent le *« produire français »*, le repli national, où ils se gardent de défendre conséquemment le droit des pauvres à s'installer en France, il est bon de rappeler que, pour en finir avec la misère dans laquelle vit l'immense majorité de la population mondiale, pour arrêter l'exploitation des masses ouvrières et paysannes, pour liquider l'impérialisme, pour éradiquer le racisme, la xénophobie, il n'y a pas d'autre solution que d'unir les travailleurs de tous les pays pour renverser le mode de production capitaliste qui en est responsable. Il est nécessaire d'en finir avec le capital, son appareil d'État, sa police, son armée et son appareil judiciaire.

Ceux qui disent vouloir démocratiser la police mentent et mettent en danger les travailleurs qui les écoutent. Ceux qui, du PS à LO, réclament davantage de policiers dans les cités, n'ont rien appris de l'histoire.

Les militants du Groupe bolchevik saluent la mémoire des ouvriers assassinés le 17 octobre 1961 par l'État bourgeois français dont ils veulent hâter la chute, en combattant pour construire le parti mondial de la révolution socialiste.

Jean-Luc Einaudi, *Octobre 1961*, Fayard, 2001

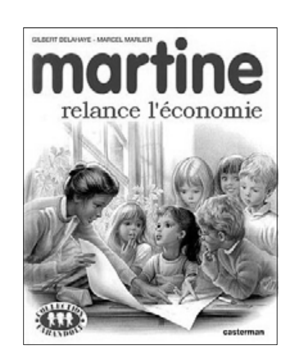
Jean-Luc Einaudi et Maurice Rafsjus, *Les Silences de la police*, L'Esprit frappeur, 2001

Olivier Le Cour Grandmaison, *Le 17 octobre 1961*, La Dispute, 2001

Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères*, Syllepses, 2002



Note de lecture
François Chesnais, *Les Dettes illégitimes*



François Chesnais, membre du NPA et d'ATTAC, a publié récemment *Les Dettes illégitimes, quand les banques font main basse sur les politiques publiques* (Éditions Liber, Paris, 2011, 8 euros), un opuscule qui s'ajoute à l'offre déjà abondante des pourfendeurs du « néo-libéralisme » Jean-Luc Mélenchon, Bernard Maris, Frédéric Lordon, Jacques Sapir, Jean-Pierre Chevènement, Arnaud Montebourg, Bernard Cassen, Jacques Généreux...

Tous plaident pour guérir le capitalisme de la finance. Tous éprouvent la nostalgie de l'époque de Charles De Gaulle (1890–1970), général et politicien bourgeois qui désarma les travailleurs, remit en selle la bourgeoisie, sauva son empire colonial et reconstruisit l'État bourgeois en 1944-45, qui massacra les ouvriers algériens en 1961, qui menaça de faire écraser la grève générale par l'armée en 1968. Tous s'appuient sur John Maynard Keynes (1883–1946), économiste bourgeois, haut fonctionnaire de l'empire britannique, dirigeant du Parti libéral (aujourd'hui Parti libéral-démocrate), protectionniste et réactionnaire.

> *Comment pourrais-je faire mien un credo qui, préférant la vase aux poissons, exalte le prolétariat grossier au-dessus des bourgeois et de l'intelligentsia qui, quelles que soient leurs fautes, incarnent le bien-vivre et portent en eux les germes des progrès futurs de l'humanité ?* (Keynes, « Un aperçu de la Russie », 1925, *La Pauvreté dans l'abondance*, Gallimard, p. 39)

Selon Chesnais, les méchantes banques terrorisent les gentils États bourgeois

Comme le sous-titre l'indique, pour Chesnais, les banques ont *« fait main basse sur les politiques publiques »*. L'opposition entre la finance et l'État censé incarner la nation est largement partagée, des réformistes aux fascistes. Cependant, les États bourgeois ne sont pas neutres; ils défendent l'ensemble du capitalisme national, incluant grandes entreprises de l'industrie extractive, de l'industrie manufacturière, du bâtiment, du commerce, de la banque...

En outre, les groupes capitalistes présentent tous une dimension financière, même ceux de l'industrie et des services non financiers. Ce sont des sociétés par actions cessibles, souvent cotées en bourse ; or, acheter, vendre, échanger des actions est une activité financière. En particulier, la détention d'actions d'autres entreprises assure le contrôle des groupes sur leurs filiales, etc. Ils mènent des activités financières en plus de leur activité principale : ils empruntent sur les marchés de capitaux, placent leurs liquidités sur ces mêmes marchés et y spéculent.

> *Le processus de production apparaît seulement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent. C'est pourquoi toutes les nations adonnés au capitalisme sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du processus de production...* (Marx, *Le Capital*, II, 1869-1875, ch. 1)

Tel le Dr Frankenstein confronté à sa créature, les groupes de la finance (fonds spéculatifs, banques d'affaires, grandes banques polyvalentes, compagnies d'assurances, réassureurs...) se sont trouvés piégés lors de la crise financière de 2007-2008 par leurs propres inventions : les produits dérivés dont les obligations titrisées (ABS) incorporant les prêts immobiliers à risque, ou les couvertures de défaillance (CDS) qui étaient censées supprimer les risques.

Menacés de faillite, la plupart n'ont dû leur salut qu'à l'intervention salvatrice des banques centrales et des gouvernements, ce qui n'avait rien de « libéral », pas plus que les « primes à la casse » généralisées et les subventions étatiques aux groupes capitalistes de l'automobile lors de la crise économique de 2008-2009.

Désormais, les banques, les fonds de pension, les assurances, sont victimes surtout de l'insolvabilité des États dont les titres de dette étaient censés être des valeurs sûres, les plus éloignées de la spéculation. En temps ordinaire, il s'agit pour la banque d'emprunter à court terme à la banque centrale pour prêter à moyen ou à long terme à un État à un taux plus élevé. De quoi souffrent aujourd'hui les banques, sinon d'avoir trop prêté à des États comme la Grèce qui ne pourront jamais, laissés à eux-mêmes, rembourser leurs emprunts ? De nouveau, leur situation se dégrade, comme en témoigne l'effondrement de la cote de leurs actions en bourse durant l'été.

> *Moody's pourrait dégrader les banques françaises... Pour rappel, l'agence de notation avait mis sous revue, le 15 juin, les notations financières de BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale en raison de leur exposition à la Grèce.* (*La Tribune*, 18 octobre 2011)

De nouveau, et rien n'est moins « libéral », les banques vont être secourues sur fonds publics (donc aux frais essentiellement des travailleurs), comme l'annonce le sauvetage, le 4 octobre, de Dexia par les États français, belge et luxembourgeois.

> *Le consensus général parmi les responsables et commentateurs mondiaux est que la zone euro*

doit prendre les initiatives suivantes... recapitaliser les banques, après des tests de résistance qui permettent de prendre acte des pertes sur les dettes souveraines, soit au travers des Trésors nationaux, soit au travers du Fonds européen de stabilité financière... (*Financial Times*, 18 octobre 2011)

Selon Chesnais, le noble État français n'attaque les pensions de retraite des prolétaires qu'à cause des viles agences de notation étrangères

Au nom de quoi ces agences de notation décrètent droit de vie ou de mort sur des pays, sur des peuples ? (Laurent, PCF, 25 octobre 2011)

Comme tant de sociaux-chauvins et de crétins réformistes, Chesnais escamote l'avidité de la classe exploiteuse française et tente de faire croire aux exploités que l'ennemi principal n'est pas dans notre pays....

Et c'est pour que la France conserve la note AAA donnée par les agences de notation que le calendrier de la réforme des retraites a été changé et que celle-ci a été menée sans ménagement. (*Les Dettes illégitimes*, p. 9)

Alors, si on en croit Chesnais, sans agences de notation (étrangères), le gouvernement (français) n'aurait pas *« réformé »* les retraites ou, du moins, l'aurait fait *« avec ménagement »*.

En fait de *« calendrier »*, Chesnais devrait se souvenir que, avant 2010, l'État bourgeois s'en est pris aux retraites en 2003, en 1995, en1993... et en 1953. Était-ce, à chaque fois, une manigance des fourbes agences de notation de l'étranger ?

Chesnais est tellement habitué à fréquenter ATTAC, les staliniens défroqués, les gaullistes de gauche et les bureaucrates syndicaux qui ont tous voté comme l'UMP au second tour de l'élection présidentielle de 2002 et tous voté comme le FN au référendum de 2005, qu'il présente comme une *« réforme »* les attaques réactionnaires de la bourgeoisie française qui visent à liquider peu à peu le salaire socialisé et à abaisser la valeur de la force de travail.

Accessoirement, Chesnais surestime l'importance des pythies du capitalisme en déclin, pour les ériger en cause des crises capitalistes.

Selon Chesnais, c'est l'éolienne qui fait du vent

Standard and Poor's (États-Unis), Moody's (États-Unis) et Fitch Ratings (Grande-Bretagne) ne sont que des girouettes grassement payées par les émetteurs de titres financiers pour indiquer où le vent de la confiance souffle déjà.

Les agences de notation sont presque toujours en retard sur les marchés. (*Le Monde*, 19 octobre 2011)

Surtout, que trois entreprises (qui sont chacune une naine au regard du chiffre d'affaires et de l'effectif des grandes banques françaises) dictent le *« calendrier »* de l'État français (5e PIB du monde) et du gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth (qu'on croyait plus enraciné à Neuilly qu'à Manhattan) est peu vraisemblable.

Même en admettant que Chesnais ait raison, n'était-il pas possible de leur faire manger leur calendrier, de les vaincre par un combat de classe résolu ?

Pourquoi les directions des centrales syndicales CGT, CFDT, FO ont-elles toutes respecté le *« calendrier »* : congrès de la CGT qui abandonna préventivement la revendication des 37,5 annuités, participation à la cérémonie des vœux à l'Élysée qui lança le plan gouvernemental, participation à la rédaction du rapport du « Conseil d'orientation des retraites » (COR) qui justifia le plan du gouvernement, participation à la *« concertation entre les partenaires sociaux »* au ministère du travail ?

Comme le POI, le NPA et LO, l'ex-trotskyste Chesnais se garde bien de dénoncer l'acceptation par les dirigeants syndicaux du *« diagnostic partagé »* d'une grave crise des régimes de retraite, leur incapacité à réclamer le retrait du projet gouvernemental et l'augmentation des cotisation patronales, leur refus d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait et leur dissipation du mécontentement des travailleurs dans des multiples « journées d'action ».

Les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, les bureaucraties syndicales et les partis réformistes, collaborent avec l'ennemi de classe et sabotent les mobilisations du prolétariat car elles défendent le capitalisme français.

Selon Chesnais, le chômage provient non du mode de production capitaliste, mais de mauvaises décisions politiques

Pour Chesnais, les gouvernements ne sont pas les conseils d'administration d'une fraction nationale de la bourgeoisie mondiale, mais des marionnettes des seules banques (les « investisseurs »), des agences de notation américaine et de l'Union européenne.

Chaque deux ou trois mois, les agences de notations et les investisseurs, mais aussi les institutions européennes demandent un tour de vis supplémentaire, budgétaire et salarial, aux gouvernements ; le chômage monte ; la TVA, qui est dans beaucoup de pays l'une des plus importantes sources de recettes fiscales, baisse, creusant le déficit budgétaire malgré la réduction des dépenses. (*Les Dettes illégitimes*, p. 13)

Pour Chesnais, les *« institutions européennes »* mènent les *« gouvernements » des* États membres. Comme si les décisions prises par l'Union européenne (UE) n'étaient pas celles sur lesquelles le gouvernement allemand et le gouvernement français arrivent à se mettre d'accord.

Et si le chômage vient des *« institutions européennes »*, pourquoi a-t-il augmenté lors de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009 dans le monde entier, y compris en Chine, aux États-Unis et au Japon ?

Si Chesnais désigne par « institutions européennes » la Banque centrale européenne (BCE), comment se fait-il



que le taux de chômage soit plus élevé en Grande-Bretagne, qui n'a pas adopté l'euro, qu'en Allemagne ?

Si le chômage provient d'un taux d'intérêt directeur trop élevé de la BCE (comme si 1,5 % était un taux élevé !), comment expliquer que le taux de chômage reste plus élevé aux États-Unis (9 %) qu'en Italie, malgré un taux directeur de la Réserve fédérale américaine quasi-nul (0,25 %) ?

Si le chômage ne provient que de mauvaises décisions, il est possible de s'en débarrasser en gardant le capitalisme, l'État bourgeois et même l'Union européenne, à condition qu'elle soit moins « néolibérale », bien sûr.

Selon Chesnais, pour éviter la crise, il suffit d'annuler la dette des États

Le chômage, la guerre, la destruction de l'environnement, ne proviendraient pas du capitalisme, de la valeur, du profit, de l'écrasement du reste du monde par quelques grandes puissances impérialistes et de l'intensification des rivalités entre elles. Non, uniquement de la dette des États. Si Chesnais était écouté par *« les partis politiques »* et *« le pays »*, tout irait bien.

> *La dénonciation de la dette est une question politique majeure qui se pose pour beaucoup de pays, y compris la France.* (*Les Dettes illégitimes*, p. 7)

La crise capitaliste mondiale qui s'annonce pourra être surmontée par l'augmentation des salaires dans la seule France et par l'annulation des dettes publiques.

> *L'annulation des dettes est une mesure de sagesse politique. Le compteur doit être remis à zéro. Il n'y aura pas de « sortie de crise » sans les deux mesures concomitantes, d'annulation de la dette publique et de hausse des salaires (complétée par le plein rétablissement des allocations chômage et du RMI).* (*Les Dettes illégitimes*, p. 131)

Il ne veut affoler personne, ni les « partis », ni les gouvernements, ni les « investisseurs » (ni les agences de notation ?). L'annulation est une chose trop sérieuse pour être décidée brutalement. Avant d'annuler, il convient de prendre le temps d'étudier, de réfléchir, de procéder à un *« audit »*.

> *La double revendication, du moratoire et de l'audit, doit évidemment être adressée aux partis politiques au moment des campagnes électorales. Des militants, peut-être même quelques dirigeants, y seront sensibles.* (*Les Dettes illégitimes*, p. 128)

Comme il s'agir d'une simple *« sagesse politique »*, elle peut être partagée par toutes les classes sociales et par tous les *« partis politiques »*, dont les partis bourgeois...

Pour Chesnais, l'alternative au néolibéralisme est le keynésianisme

Pas étonnant que Chesnais s'adresse à tous les partis, son modèle est la 4e République instaurée par l'union nationale PCF-PS-MRP et la 5e République au moins quand De Gaulle était à sa tête.

> *L'une des périodes où le taux de croissance a été le plus fort dans l'histoire économique française a été financée sans « finance ». Il n'y avait pas de dette publique, ni de « revenus du capital ».* (*Les Dettes illégitimes*, p. 31)

La *« dette publique »* serait donc une invention tardive du *« capitalisme néolibéral »*. Pourtant, Karl Marx l'avait déjà rencontrée en France voici plus de 150 ans.

> *Tout le monde financier moderne, tout le monde des banques est très étroitement impliqué dans le maintien du crédit public. Une partie de leur capital commercial est nécessairement investie*

> *et placée avec intérêts dans les valeurs d'État rapidement convertibles.* (Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte,* 1851, ch. 6)

Chesnais soutient que les *« revenus du capital »* n'existaient pas lors des « 30 Glorieuses » (le bon temps où les immigrés vivaient dans des bidonvilles). Autant dire qu'il n'y avait pas d'exploitation. En réalité, une part de la plus-value permettait l'accumulation du capital, qui obligeait les travailleurs dépourvus des moyens de production à se faire exploiter par la minorité de la société qui les accapare. En 1960, seulement 62 % de la population active étaient des salariés ; en 1982, 84 %. Ce que dit Keynes à sa manière.

> *Le traitement du chômage passe par l'accroissement des profits.* (Keynes, « Une analyse économique du chômage », 1931, *La Pauvreté dans l'abondance,* Gallimard, p. 155)

Les capitalistes percevaient comme revenu personnel l'autre partie de la plus-value, sous forme de dividendes et d'intérêts. Quand les entreprises avaient emprunté une partie du capital dont elles disposaient pour exploiter leurs travailleurs, elles versaient aux banques une part de la plus-value sous forme d'intérêts. Entre 1959 (l'INSEE ne fournit pas de statistiques avant) et 1969, les entreprises ne finançaient elles-mêmes qu'entre 70,4 % et 79,9 % de leurs investissement. Donc, elles empruntaient le reste.

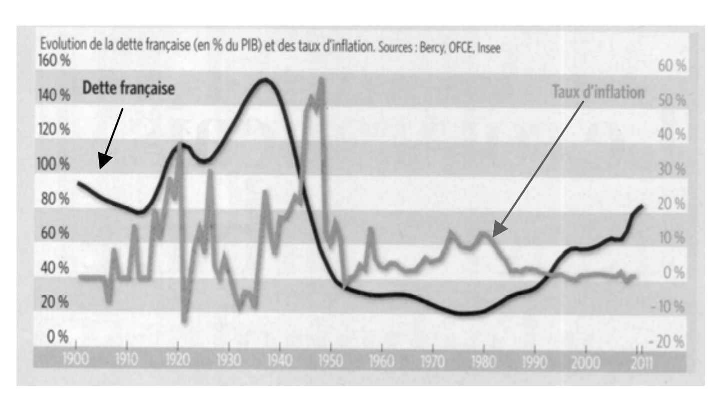
Même pour un keynésien, les dividendes et les intérêts sont des revenus du capital. De 1949 à 1968, le montant total des dividendes et des intérêts a augmenté de 572 % en francs courants (+166 % en francs constants si on tient compte de l'inflation, ce qui fait une multiplication de la plus-value réelle par 2,66).

> *Sa connaissance intime de la finance a conduit Keynes, dans les années 1930, à des conclusions dont la crise financière et la situation économique et sociale contemporaines montrent de nouveau la pertinence.* (*Les Dettes illégitimes,* p. 30)

Ce que cache aux travailleurs l'économiste Chesnais, c'est que l'annulation de la dette, si l'État bourgeois et le capitalisme restent en place, conduit à l'inflation qui ne vaut pas mieux que l'austérité budgétaire.

Pour Chesnais, l'alternative à l'austérité est l'inflation

L'État bourgeois qui annule toute sa dette ne trouvera plus de prêteurs sur les marchés de capitaux pour financer son déficit. Or, pour les keynésiens, l'État doit, aujourd'hui plus que jamais, s'efforcer de stimuler artificiellement l'économie capitaliste. Donc, ils préconisent la monétisation de la dette publique, c'est-à-dire l'octroi de prêts au gouvernement par la banque centrale, comme dans les années 1970, quand l'inflation dépassait + 10% par an en France.



L'Expansion, septembre 2011

> *Pour faire cesser immédiatement la dépendance des États vis-à-vis des marchés financiers, il suffirait que la Banque centrale européenne achète directement des titres de dette publique aux États.* (Mélenchon, PG, 19 août 2011)

En réalité, au grand mécontentement des idéologues libéraux (les économistes néo-classiques), les banques centrales achètent, depuis la précédente crise les *« titres de dettes publiques aux États »*, quoiqu'indirectement. En effet, elles rachètent aux banques les obligations obtenues en contrepartie de leurs prêts aux États, ce qui revient au financement des États par les banques centrales puisque, au final, l'État emprunte et las banque centrale prête.

Pour les capitalistes, un avantage de la dépréciation de la monnaie qui découle de « la planche à billets » est de rogner le pouvoir d'achat, même si les salaires nominaux augmentent. L'économiste bourgeois Keynes, dont Chesnais fait grand cas, conseillait à l'État bourgeois de recourir à l'inflation pour duper les travailleurs.

> *Il est impossible de résister à toute diminution de salaire réel qui résulte d'une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie affectant pareillement tous les travailleurs ; et en fait les réductions de salaire réel qui se réalisent de cette façon ne rencontrent généralement pas de résistance, à moins qu'elles n'atteignent une ampleur extrême.* (Keynes, *Théorie générale,* 1936, Payot, p. 39)

Au même moment, la 4e Internationale avisait la classe ouvrière qu'elle n'avait pas à choisir entre inflation et équilibre budgétaire.

> *La bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, « déflation"« vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.)... Ni l'inflation monétaire, ni la stabilisation ne peuvent servir de mots d'ordre au prolétariat, car ce sont deux bouts d'un même bâton.* (*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale,* 1938, GB, p. 8-9)

Sans l'expropriation des banques, sans la révolution, sans la dictature du prolétariat, sans les États-Unis socialistes d'Europe, le poids de l'annulation de la dette retomberait sur la classe ouvrière.



Annulation des dettes publiques !
Expropriation des banques !
États-Unis socialistes d'Europe !



Libye Syrie Chili Mayotte 1961 Enseignement

n° 36 novembre 2011 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

63e anniversaire de la Nakba

Pour le retour de tous les réfugiés palestiniens sur leurs terres et dans leurs foyers ! Une seule solution, la révolution socialiste !

Zochrot, Abnaa Albalad et d'autres organisations se sont chargés d'organiser la manifestation à l'occasion de l'anniversaire de la Nakba. La protestation est d'une grande importance car elle conteste les actes d'expropriation, d'expulsion et de vol des Arabes qui aboutirent à l'établissement de l'État d'Israël. C'est spécialement important au moment où le gouvernement israélien essaie de mettre hors la loi la commémoration de la Nakba, dans le but d'effacer les crimes sionistes de 1948 de la conscience publique. Cependant, nous condamnons aussi fermement l'interdiction imposée par les organisateurs de brandir des drapeaux et des symboles « partisans ». Nous proclamons que toute lutte pour la réalisation du droit démocratique du peuple palestinien à l'auto-détermination ne peut pas se permettre d'ignorer le droit démocratique des masses palestiniennes de brandir leurs drapeaux et de crier les slogans qui leur conviennent. […]

L'épuration ethnique des quartiers et des villages palestiniens commença, c'est bien connu, avant même 1947-1948 et elle se poursuit à ce jour. L'État d'Israël n'aurait pas pu être établi sans elle. Bien plus, Israël ne pourra jamais accepter que les réfugiés qu'il a expulsés puissent retourner dans leur patrie puisque leur retour signifierait la fin du règne de la majorité juive dans ce pays. Tout accord signé avec Israël par n'importe quel élément politique comme l'Autorité Palestinienne dans lequel celle-ci abandonnerait le droit des refugiés au retour, serait considéré comme un acte de trahison contre le peuple palestinien et son droit à l'auto-détermination. Un accord tel que celui-ci ne survivrait pas à la résistance des masses palestiniennes, particulièrement les réfugiés eux-mêmes.

Israël fait semblant de vouloir se résigner à l'établissement d'un mini-État palestinien démilitarisé sur des parties des territoires occupés de 1967. Un tel État deviendrait un bantoustan avec sa politique étrangère dictée par les gouvernements sionistes, un flagrant déni du droit du peuple palestinien à l'auto-détermination.

Israël est un État impérialiste oppresseur, une société de colonisation sur des terres volées. C'est pourquoi ce n'est rien d'autre qu'un piège mortel pour les Juifs qui y vivent, pour ne rien dire du fait qu'il met en danger les vies des Juifs dans le monde entier. Aujourd'hui, il n'y a pas un endroit sur terre où les Juifs vivent dans une peur aussi constante que ceux qui vivent en Israël : c'est parce qu'ils sont des occupants et des expropriateurs. C'est aussi pourquoi la plupart d'entre eux continuent de soutenir les crimes contre les Palestiniens et les Arabes en général, en essayant de préserver l'État impérialiste qu'ils voient comme le défenseur de leurs privilèges. Nous affirmons ouvertement que chaque Juif qui vit dans ce pays reçoit des privilèges qui résultent directement de l'expropriation et de l'expulsion du peuple palestinien.

Nous commémorons aujourd'hui la Nakba à un moment de développement croissant du mouvement révolutionnaire à travers toute la région contre les dirigeants despotiques du monde arabe. Cependant, la plupart des Juifs résidant d'Israël craignent grandement les changements révolutionnaires, plutôt que de les soutenir et de s'y joindre. Tout cela prouve que nous devons établir qu'ils manquent jusqu'à présent d'éléments révolutionnaires, mis à part une poignée d'individus courageux. […]

La Ligue Socialiste Internationaliste est une organisation communiste révolutionnaire. Nous savons donc que la seule façon de libérer le peuple palestinien est la lutte des travailleurs contre toutes les dictatures capitalistes dans notre région, une lutte qui conduirait à des révolutions socialistes et porterait la classe ouvrière au pouvoir. En fonction de cette perspective, la classe ouvrière arabe devrait jouer un rôle dirigeant et central. Nous l'avons vu en Égypte et en Tunisie, par opposition à des pays où la classe ouvrière est significativement plus faible, comme la Lybie et la Syrie où les despotes continuent à résister contre les masses, en maintenant leur pouvoir par des massacres et des atrocités.

Malheureusement, nous devons reconnaître le fait que les masses palestiniennes sont aussi trop faibles pour défaire l'État impérialiste sioniste à elles seules. Cependant, leurs luttes héroïques depuis des années sont devenues une source d'inspiration pour les masses de la région et elles leur permettront de prendre un rôle dirigeant dans l'actuelle lutte révolutionnaire. Si la classe ouvrière devait remporter la victoire, une révolution socialiste victorieuse dans la région établirait un État ouvrier palestinien du fleuve à la mer, un État qui aurait aussi une place pour les Juifs qui désirent vivre dans ce pays libre de discrimination. Une telle victoire serait susceptible de convaincre beaucoup de Juifs que leur intérêt est de renverser le piège mortel du sionisme et de se joindre à la lutte des masses de la région.

Pour cela, la classe ouvrière a besoin d'une direction révolutionnaire pour elle-même. Si vous comprenez la nécessité de construire une telle direction, rejoignez nous et aidez nous dans cette tâche !

Arrêt de l'expropriation continue des Palestiniens ! **Pour le droit des réfugiés de retourner sur leurs terres et dans leurs foyers ! Pour la plus large lutte contre le racisme ! Pour un État ouvrier palestinien du fleuve à la mer !**

15 mai 2011

היא קבוצה טרוצקיסטית

(Ligue Socialiste Internationaliste) / Israël – Palestine occupée